



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

| | |
|---|----|
| Envoi : Du pétrole de moins en moins cher | 02 |
| Cogito : Poésie 2035 | 04 |
| Cogito : Le grand renversement | 09 |
| Du côté des futurs possibles : Sélections, bibliographie, Web | 19 |
| Nouvelles du Groupe Futuroouest | 49 |

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futuroouest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futuroouest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROUEST

*Éditée par Futuroouest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest
au capital de 40000€ - SIRET : 409 769 908 00016*

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 - Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futuroouest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 - 1060 / Dépôt légal : Deuxième trimestre 2010

La récente déclaration du Ministre algérien de l'énergie et des hydrocarbures est, semble-t-il, passée inaperçue. Il stigmatisait la situation présente en expliquant qu'il y avait trop de pétrole sur le marché actuellement (ce qui avait pour conséquence que son prix de vente était insuffisant).

Et pourtant, cette déclaration pourrait bien être le signe avant – coureur (un signal faible comme on dit en Prospective) de la situation future.

Dans le domaine du pétrole, on vit une session permanente de poker menteur. Il est avéré que les prix du baril atteint en 2008 n'avaient pas grand-chose à voir avec un équilibre de marché mais étaient alimentés par des spéculateurs spécifiques, notamment certains hedge funds nord-américains. On sait par ailleurs que des détenteurs de gisement de pétrole brut ne les mettent pas sur le marché pour ne pas casser les prix, dans la mesure où ils ont les capacités financières pour patienter.

De son côté, l'AIE (l'Agence International de l'Energie) compile toutes les études provenant d'acteurs privés et publics et les compare avec ses propres éditions. Quelle est l'image qu'on en retire ? Du pétrole, selon les hypothèses basses ou hautes, il y en a jusqu'en 2125 ou 2250, quand on prend en compte les ressources exploitables aisément et les réserves connues (on ignore en revanche quel est le stock exact du sous-marin arctique, sans doute des gisements gigantesques mais dont on ne connaît pas les conditions, aisées ou difficiles, d'exploitation). Evidemment il y en aura de moins en moins dans le cadre d'une déplétion progressive. Au passage, tordons le cou à une idiotie qui consiste à dire « *du pétrole il n'y en a plus que pour trente ans* », comme si le 31 Décembre 2040 il y avait plein de pétrole disponible et plus aucune goutte le 01 Janvier 2041. C'est absurde, les choses ne vont pas du tout se passer comme cela.

La myopie de la plupart des analystes (je ne parle pas des idéologues) c'est de considérer le cas du pétrole « *toutes choses égales par ailleurs* ». Mais ça ne se passe jamais comme cela : alors qu'une situation évolue vers un problème, concomitamment une solution émerge par ailleurs. [[En 1975, le Commissariat au Plan prévoyait (projection) un doublement de la consommation de pétrole de cette année à 2000 ; en pratique la consommation à été divisée par deux (économies, process améliorés, nucléaire ..etc..), soit au final un facteur quatre !]] On notera au passage que les ayatolas de l'écologie feraient bien d'être cohérents : quand on encourage les entreprises (notamment les TPE, les plus nombreuses et de loin) et les ménages à investir dans de la géothermie, aérothermie, pompes à chaleur ...etc... cela signifie bien que la consommation d'hydrocarbures va notablement baisser mais qu'il faudra de plus en plus d'électricité, quelles que soient les économies mises en œuvre (smart grids et autres). Ainsi, rien qu'en Bretagne, entre 2007 et 2009, le parc des pompes à chaleur s'est accru de 20 %, ce qui explique en grande partie le décalage entre la demande en électricité dans cette région et le reste de la France.

Dans le domaine macro-énergétique, prenons deux exemples. En Chine, la société Shenhua a pour objectif à l'horizon 2020 la production de 75Mt de carburants de synthèse à partir de 210 Mt de charbon, dont elle possède des réserves gigantesques. D'autre part, la société américaine Exxon Mobil a mis 31G\$ sur la table pour acheter la société texane XTO Energy, spécialisée dans la production gazière et les schistes bitumineux.



DU PETROLE DE MOINS EN MOINS CHER suite

Si on ajoute à cela les équipements en train de se faire que nous avons évoqués supra (Pompes à chaleur ...etc...) et les évolutions tendanciennes dans le domaine des transports - voir ce qui a été présenté au Salon de Tokyo cet automne - avec les véhicules hybrides, les voitures électriques, et surtout les véhicules avec pile à combustible ou hydrogène, cela modifie la donne énergétique. Et si on ajoute encore les nouvelles technologies mises en œuvre ou sur le point de l'être tels que biomasse, solaire, éolien, hydrolien ... et énergie nucléaire, il est évident que tous ces changements vont considérablement orienter la demande d'hydrocarbures à la baisse.

Voilà pourquoi, paradoxalement, dans les décennies qui viennent, suivant la courbe offre – demande (hors spéculation), le prix du baril de pétrole devrait stagner, voire baisser.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Septembre 2009

Texte publié pour la première fois dans la rubrique « Point de Vue » du quotidien Ouest – France, le Mardi 26 Janvier 2010.

*Le poète a toujours raison
Qui voit plus haut que l'horizon
Et le futur est son royaume*

Jean FERRAT

Nous avons demandé à quatre poètes de nous livrer leur manière de voir « *Poésie 2035* », en toute liberté et sous la forme de leur choix.

Le lecteur trouvera donc ci-dessous quatre contributions. Deux femmes : GUÉNANE et Marie-Pierre DEMON, ainsi que deux hommes : Gérard LE GOUIC et Bruno GENESTE.

Bon voyage dans l'imaginaire des poètes.

Poésie 2035, vu par Marie-Pierre DEMON, entrepreneur et poète.

La poésie en 2035 est la poésie de tous les possibles et de l'éclatement des genres. Poésie pouvant s'entendre au sens large, je la restreindrai dans mon exposé aux poèmes.

Si l'on fait encore référence aux poètes classiques, outre quelques soirées privées d'inconditionnels qui subsistent, c'est pour leur rendre un hommage en les mettant au goût du jour, poésie parlée type slam en clip avec fond de musique électronique et parsemé d'images video dans les écrans 3D. On reprend aussi les vers de poètes notoires en leur temps dans les paroles de chansons. La rime, qui avait été écartée au profit de la prose, est à nouveau réhabilitée.

On ne parle plus seulement de « poésie », mais de différents jeux et exercices de style reconnus dans le show bizz, et cette ouverture a aussi permis à l'art de pénétrer dans l'entreprise.

Les soirées litt'num (littérature numérique) par exemple sont au goût du jour depuis une quinzaine d'années. Vous vous réunissez chez les uns ou chez les autres (ou dans des salles de spectacle), et chacun inscrit sur l'écran du mur de la maison ou de la salle, ou prononce, des mots qui sont repris par le logiciel. Ensuite c'est le logiciel lui-même qui compose les poèmes. Au préalable, vous l'avez configuré d'une part avec les structures de phrases que vous souhaitiez, et d'autre part en ayant choisi l'option « français classique » (notre langue actuelle) ou en français parlé. En effet, après l'heure des SMS, l'ipod et autres successeurs, le français parlé (ou phonétique) est couramment usité. Les anglicismes y sont de plus en plus nombreux.

Les phrases ainsi abouties défilent sur l'écran mural et les poètes téméraires s'adonnent à tour de rôle à la lecture devant les autres de ces surprenants vers obtenus, ayant la liberté de rajouter leurs propres liaisons si besoin ou quelque impro. Cela peut durer tant qu'il y a des propositions de mots et des lecteurs.

Les meilleurs extraits obtenus par cette contribution collective et le mélange homme/machine sont présentés en concours, et des chanteurs d'un nouveau style vont les reprendre en clip.

Il existe des chaînes spéciales sur internet réservées aux compositeurs de poèmes, et beaucoup y racontent leur vie, leur haine ou les banalités quotidiennes de cette façon. Aucun genre n'est imposé, chacun invente le sien. Autre procédé : il devient assez courant de s'amuser à sélectionner des vers de différents auteurs pour en recomposer de nouvelles, et ce patchwork n'est pas considéré comme irrespectueux.

En général on utilise les livres, soit en lecture, soit en audio. Le mode audio s'est beaucoup développé car il permet d'écouter des livres dans les transports en commun, fils d'attente etc, en plaçant une minuscule puce dans l'oreille.

Il reste cependant de fervents défenseurs de la poésie plus ancienne, ceux-ci préfèrent bien entendu les livres papier - qui existent toujours - et les poèmes « vierges ». De nouveaux poètes proposant ce genre, issus de la fin du 20e siècle début 21e, ont réussi à percer. Ils s'exposent aux côtés de toiles de maître dans des galeries réelles ou virtuelles. Ces « cercles de poètes disparus » comme ils se nomment fonctionnent en réseau, le plus souvent en international francophone. Ceux-ci en l'occurrence ne jurent que par le français classique. Ils ne s'éteignent pas et commencent à prendre de l'ampleur, offrant une sorte de retour aux sources.

Enfin, l'art est entré dans l'entreprise, car on a enfin compris depuis peu que l'art était une richesse, un moyen de développer d'autres capacités du cerveau rendant les individus non seulement plus performants, mais surtout plus heureux, d'où augmentation globale de productivité. La poésie en fait partie, certains consultants ont mis au point des systèmes valorisant la poésie comme outil de cohésion d'équipe et d'axes de progrès (la stratégie des mots). On s'est aperçu que valoriser les mots de chacun était source d'efficacité pour l'entreprise, et que la récolte des idées et des opinions des uns et des autres, sous la forme la plus libre et la plus spontanée d'expression, étaient autant d'éléments perspicaces que d'autres outils structurés et permettaient d'anticiper bien des problèmes.

Toutes les entreprises ne font pas appel à cette interpénétration de l'art, mais autorisent leurs salariés à prendre des cours ou à pratiquer chant, danse, poésie, sport, musique, etc. dans des temps de pause spécifiquement aménagés.

L'an de grâce 2035 des poètes, par Gérard LE GOUIC

Se projeter 25 ans en avant, quelle singulière perspective, mais bien contemporaine cette manie de chercher à voir dans le poète un mage, un devin. C'est bien mal les apprécier, il n'y a pas pire aveugle qu'eux ; les plus clairvoyants sont au moins borgnes.

Comment devancer, avec de telles insuffisances, la course de la poésie ? Les poètes sont en outre boiteux quand ils ne sont pas unijambistes, ou pire.

Jouons le jeu souhaité et, pour ce faire, revenons, à partir d'aujourd'hui (2010) trente-cinq ans en arrière. Les grands poètes de Bretagne nous accompagnaient : Anjela Duval, Angèle Vannier, Eugène Guillevic, Georges Perros, Xavier Grall, Charles Le Quintrec, Pierre-Jakez Hélias

Qu'est-ce qui a changé depuis 1975 ? Rien.

Et revenons cent ans en arrière à partir de cette fatidique et peut-être fatale année 2035.

En 1945, les poètes Français qui nous entraînaient formaient une cohorte impressionnante : Aragon, Breton, Char, Cocteau, Claudel, Eluard, Follain, Fombeure, Jouve, Ponge, Prévert, Saint-John Perse

Qu'est-ce qui a changé depuis ? Rien ou si peu.

Rien n'aura changé en 2035, ou si peu, ou peut-être moins.

Il est vrai que je n'ai jamais été un bon pronostiqueur.

Je n'ai jamais gagné aux courses, même dans le désordre, même lorsque je possédais un tuyau soi-disant en béton.

Comment m'accorder confiance alors, dans le désordre immuable de la poésie ?

Vivons l'instant présent de notre corps, et l'éternité brève de la poésie, de notre vivant.

Poésie 2035, par GUENANE

Une page était une aile où sursautaient nos images. Le Livre battit de l'aile, agonisa, mourut, électricité.

Masqués de noir, des urubus fouillent les dépotoirs, ils fourragent, mais pas une once de fiente poétique...le vomis virtuel ne s'amoncelle, il vibre, en invisibles escadrons à onze paires d'ailes, onze, le nombre des Mauvais Anges.

- Du chiffre! Du chiffre!
- 2035!
- 4 millions de poètes en France!
- Ils se sont multipliés par 10 fois 10 depuis 2010!
- 3 millions sont des femmes!

En Poésie, partout, les femmes déferlent, les spermatozoïdes remportent toutes les courses à l'ovulation, les mâles s'étiolent dans les tunnels, même les anges sont des anges.

« *Tout! Tout de Suite! Sans Réserve!* » Il pleut des femmes folles d'Absolu, et la Poésie en voit de toutes les couleurs dans les chaudrons de synthèse tridimensionnels.

Calliope, restée sans voix ni pied, recroquevillée en état stuporeux, tente de mijoter la contraction des étoiles à neutrons.

D'âme curieuse dame, damned! 2035 déjà! Planquée en html après bien des gif, Guénonagénénaire éructe encore quelques aïe-kus à coups de bec et ongles et Vous, dit-elle, et Vous, quelles traces laisserez-Vous?

Mourir dans un éclat de rire.

POESIE 2035

suite

Silence blanc, La terre en 2035, par Bruno GENESTE

Ce sol est mortel
Pleins de visions
Et de chuchotements

écoute

ce bruit de vagues
le long des parois
du vent

tu prendras ce qu'il
reste de
l'unique de ses yeux

le bleu dans la résonnance

d'écume sous la langue

du feu brûlera
L'absence

des sommeils rouleront
sur la grève ivre des pierres

l'ambre de ton regard
verra l'ancêtre dans la brume
des morts

tes mots murmurent
des paroles d'os et de pierres

l'épuisement sera le jour
de ta naissance dans le poème

d'une éternité

retrouvée dans la lumière

alors tu sauras que même assis
au milieu de nulle part

la nuit brillera d'étoiles de givre

tu ne seras alors plus que fumée
Dans la bouche du récitant

Celui qui avance au centre

POESIE 2035

suite

Des pierres blanches de la mémoire

Au milieu de
La conscience noire des peuples

Sur les frontières de marbres
Au seuil de la folie
Où s'effritera

le
silence
blanc
De la terre
en 2035.

LE GRAND RENVERSEMENT

De la crise au renouveau solidaire

Extraits

Jean-Michel SERVET - Graduate Institute / Genève

Livre à paraître aux Editions Desclée de Brouwer au Printemps 2010

De façon récurrente, des crises profondes frappent les systèmes de production et d'échange dominés par l'esprit du capitalisme. Il y a récurrence du fait d'une rechute et d'une répétition cyclique. La crédibilité et l'hégémonie de ces systèmes sont défiées pendant qu'ils se trouvent temporairement et quantitativement rétrécis. Ces grandes crises de 1848, 1873, 1929, 1973 et 2008 se différencient de celles de cycles courts des activités (tous les sept ou dix ans, comme celles de 1979-1980, 1987, 1993-1994 et 2000-2001) ; de celles dues à un surinvestissement dans un secteur d'activité particulier (naguère l'informatique** comme jadis les chemins de fer) ; ou à l'obsolescence d'une technique concurrencée par d'autres. Ces crises diffèrent aussi de celles propres à des pays subissant la conjuration d'intérêts corporatistes ; à des pays dont les gouvernements ont mené une politique économique fortement contestée, comme l'Argentine en 2001 ; ou à ceux dont la devise et les marchés financiers ont subi des attaques spéculatives extérieures.

Les grandes crises qui, tous les trente ou cinquante ans, depuis le XIXe siècle, rythment les transformations du monde s'industrialisant, industrialisé ou postindustriel, présentent une dimension multisectorielle. En tant que telles, du fait de l'interdépendance des activités, elles atteignent, à un degré variable, l'ensemble des branches de production et du commerce soumis à la sphère d'influence du capital. Elles se propagent à une vitesse variable en ébranlant alors plus ou moins fortement et durablement presque toutes les régions du monde. Il s'agit de crises globales.

Chacune de ces crises* présente une dimension spéculative qui passe souvent pour sa cause immédiate ou qui l'amplifie. L'illusion commune ne retient que les nouvelles spectaculaires (chute subite des indices boursiers à la fin de l'été 2008 de 30 % à New York et à Londres, de plus de 60 % à Moscou et Shanghai et de 95 % à Reykjavik) et les aspects quasi anecdotiques, donc des causes apparentes. L'événementiel masque l'essentiel. On pourrait penser que si des erreurs ou des malversations n'avaient pas été commises la crise ne se serait jamais produite, autrement dit que les bases du système demeurent saines et solides.

** À la fin des années 1990, s'est formée une dot-com bubble, en français « bulle Internet », conduisant à des surinvestissements dans l'informatique. L'indice IXC du marché électronique NASDAQ aux États-Unis, qui était inférieur à 1 000 au début 1995 et qui culminait à plus de 5 000 en mars 2000, a brutalement chuté et en 2003 est retombé en dessous de 1 500. On parle de bulle quand la hausse des prix ou cours d'actions, d'obligations, d'un taux de change, de biens immobiliers, de matières premières, etc. ne s'explique pas par une valorisation ayant des causes réelles.

* Il convient de remarquer que le retour d'une crise touchant aux systèmes de production, d'échange et de financement tend à restreindre le sens très général que le mot « crise » prend habituellement avec des expressions comme : crise de notre temps, crise de la culture, crise de l'humanité, crise des vocations ou crise de l'esprit. Cf. Claude LEFORT, « L'imaginaire de la crise », Commentaire n° 79 (automne), reproduit dans *Le temps présent*. Écrits 1945-2005, Paris, Belin, 2007 p. 915-936

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

Cette opinion quant au krach de 2008 semble aujourd'hui largement partagée, par exemple au sein du Sénat des États-Unis. Ses membres ont décidé le 22 avril 2009 la création d'une commission d'enquête indépendante pour examiner les causes du krach sur le modèle de celle instaurée après les attentats du 11 septembre 2001. Le texte soumis ensuite à la Chambre des représentants le 6 mai a été un « amendement à une loi contre la fraude dans le système financier » ; cette commission comprend dix membres choisis parmi « les citoyens ayant une expérience dans les domaines de la banque, de la régulation des marchés, de la fiscalité, de la finance et du logement. » Le rapport du World Economic Forum diffusé en septembre 2009 par l'institution organisant chaque année le forum de Davos, où convergent des leaders économiques, financiers, politiques voire culturels, situe le scénario de la crise dans la même perspective en affirmant : « Ce qui a commencé comme une crise financière dans une poignée d'économies industrielles a débordé dans l'économie réelle, engendrant d'énormes contractions de la demande des consommateurs, une montée du chômage et une poussée protectionniste dans le monde entier. Les pays en développement n'ont pas été épargnés par ses retombées. » Le communiqué final du sommet du G 20 réuni à Pittsburg en septembre 2009 peut continuer aussi à conforter cette illusion en affirmant que « l'inconscience et l'absence de responsabilité ont entraîné la crise ». Ce diagnostic peut, à la différence de la décision de la Chambre des représentants précédemment citée, dissuader de toute recherche d'éventuels coupables ou de dysfonctionnements systémiques. Cette affirmation apparaît toutefois surprenante lorsque l'on confronte la période du krach financier aux États-Unis (septembre 2008) à celle du début de la récession de l'économie américaine (septembre 2007), à moins de supposer que cette inconscience a été quasi générale et que personne n'est coupable.

[...]

Au printemps 2009, un professeur de géographie à l'université Saint-Denis-Paris VIII, Laurent Carroué, a évalué le coût des premiers mois de la crise à 103 % des Produits intérieurs bruts cumulés de tous les pays. Autrement dit, ce choc a détruit en très peu de temps un peu plus que ce que, en une année, les humains créent au sens où cette production est agrégée dans le Produit Intérieur Brut mondial (estimé en 2008 à 54 347 milliards de dollars). Pour arriver à ce montant colossal de pertes, il a additionné :

- les pertes sur les marchés boursiers qui correspondent à l'équivalent d'un grand conflit mondial (l'effondrement de la capitalisation boursière mondiale entre le pic de 2007 et son niveau au printemps 2009 a été de 31 463 milliards de dollars, soit 58 % du PIB mondial) ;
- les dépréciations immobilières (il n'a tenu compte que de celles des États-Unis, 4 300 milliards ; sans intégrer les dévalorisations dans les autres pays notamment en Espagne et au Japon) ;
- les pertes et dépréciations d'actifs des entreprises financières dans le monde (elles ont été évaluées en avril 2009 à 4 054 milliards de dollars par le Fonds Monétaire International dans son rapport sur la stabilité financière dans le monde, dont une perte de 2 712 milliards de dollars aux États-Unis, 1 193 milliards de dollars en Europe occidentale et 149 milliards de dollars au Japon). À noter que 3 000 à 4 000 milliards d'actifs financiers sont souvent encore décrits comme « pourris » ; ces créances douteuses et titres invendables figurent toujours à l'actif de banques et de sociétés d'assurances et ils peuvent être considérés comme autant de bombes à retardement.

Pour avoir une vision plus complète du coût total, il faut aussi tenir compte de l'ensemble des interventions publiques, estimées en avril 2009 par le Fonds monétaire international à 16 634 milliards de dollars* pour les seuls pays du G 20. On devrait aussi inclure le coût du recul des produits intérieurs bruts : un recul de 4 % du revenu mondial représente l'équivalent de 2 200 milliards de dollars par exemple. Bien évidemment en rapportant ainsi le coût de la

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

crise** à un processus de création de valeurs (les PIB cumulés), on retranche un stock d'un flux. Toutefois chacun peut comprendre que ce stock, aussi artificiel puisse-t-il paraître, sert en partie de gage pour s'endetter et engager de futures opérations productives.
[...]

Les prévisions sur la durée de la récession dans certains pays et de la dépression dans d'autres sont souvent schématisées par des lettres. Les plus optimistes évoquent un V pour un rebond rapide et brutal ; ce signe de victoire s'oppose à de plus pessimistes qui parlent d'un U ; il serait un redémarrage tardif alors qu'un W constituerait une reprise temporaire suivie d'un nouveau plongeon dans la dépression avant une reprise ; L serait une stabilisation de l'activité à des niveaux très bas et un échec des politiques de relance, qui rappellerait la stagnation du Japon* depuis le début des années 1990, voire la dépression des années 1930. À moins qu'abandonnant les métaphores de l'alphabet, la crise ne se conforme à la platitude d'une tôle ondulée avec ses hauts et ses bas et que celle-ci ne s'incline dangereusement dans certains pays pour ressembler à une cascade : chaque plan gouvernemental de « relance » ou de « soutien » stabiliserait pendant un temps la situation qui se trouverait à nouveau dégradée quand les effets de ces dépenses publiques deviendraient de plus en plus infimes** et que l'euphorie, un temps retrouvée, retomberait. Ce type de politique pourrait être comparée à l'action d'un cycliste dont le pneu se dégonflerait et qui au lieu de changer de chambre à air ou d'y coller de solides rustines s'épuiserait progressivement à regonfler sans arrêt le pneu crevé et usé. Joseph Stiglitz a parlé de nombreuses reprises d'une hémorragie interne que l'on tenterait sans succès de soigner par des transfusions sanguines. Les soutiens gouvernementaux engagés dans la période antérieure rendraient de plus en plus difficile, du fait de l'impossibilité ou du refus politique d'accroître les déficits publics, de disposer à nouveau de moyens importants additionnels futurs de relance. D'où la tentation à terme de régimes autoritaires ou néofascistes pour faire accepter une inévitable « rigueur » se traduisant par une réduction drastique des dépenses publiques et l'obligation faite aux ménages de financer directement une part croissante de dépenses touchant à l'éducation, au culturel, à la prévention sanitaire et aux soins, aux transports collectifs, etc. Peut-être doit-on imaginer que des États exsangues abandonnent graduellement le maintien de la protection des personnes et de leurs biens au profit de milices privées, comme on l'observe dans nombre de pays dits « en développement ». C'est la face danger de la crise. Nous verrons dans le dernier chapitre la possibilité d'alternatives.

Traduit en chinois, le mot « crise » a deux sens qui sont révélés par deux idéogrammes : danger et point crucial*. On peut noter aussi que le grec krisis a pour racine indo-européenne krei, avec l'idée de séparer, qui est commune à celle de crible. Dit autrement, une crise est un tamis et ses conséquences ne sont pas toutes négatives. En cela la crise constitue plus qu'un événement. Elle est avènement.
[...]

Interpréter une crise de cette ampleur et d'une telle brutalité, ainsi que comprendre la complexité de ses conséquences pluridimensionnelles, bénéficie d'un contexte idéologique favorable : la « pensée unique » est subitement et largement devenue inacceptable. En sciences sociales, les savoirs ne peuvent pas prétendre constituer autant de couches accumulées de vérités et de certitudes, qui progressivement par leur diffusion élimineraient les visions erronées persistantes du passé. Aussi, ce qui était jusqu'alors considéré comme impensable, inacceptable, indécent, etc. est entré dans l'ordre des possibles, comme par miracle. Le spectre de John MAYNARD KEYNES réapparaît dans la presse pour ne pas parler de la résurrection de Karl MARX par une jeune génération de lecteurs. Il est possible de citer à nouveau ceux qui avaient été réduits à l'état de fantômes, sans être accusé de ne pas tenir compte des progrès sup-

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

posés incontestables du savoir économique, alors que l'hyperspécialisation des compétences dans ses divers domaines l'a comme rétréci. Rien d'étonnant aux coming out intellectuels et au retour d'ancêtres qui avaient une vision globale du savoir économique, tant les idées bougent. Nous pouvons nous appuyer sur des débats oubliés et relire des auteurs qui, confrontés aux complexités de leur temps, ont produit par hypothèses des modèles explicatifs plus pertinents que ceux dominants aujourd'hui mais qui apparaissent de plus en plus éloignés des réalités révélées par la crise. Des arguments protectionnistes* ne resurgissent-ils avec l'appui d'experts reconnus, alors qu'ils avaient en un demi-siècle perdu quasi toute légitimité et que le free trade avait pris les allures d'un dogme, sauf au sein des localités qui en subissaient les conséquences négatives immédiates en perdant leurs emplois et une partie de leur tissu productif ? Des conflits entre intérêts contradictoires, que l'on avait voulu mettre sous le boisseau, éclatent. La récession est rapidement devenue une crise de la pensée et des rapports sociaux et politiques, qui s'ajoute aux défis culturels posés par des identités devenues plurielles, aux challenges environnementaux et aux déséquilibres entre pression démographique et ressources exploitables dans un système contingenté de production et d'échange. Le doute s'installe à défaut d'espoirs d'alternatives pensées comme réalistes.

* Pour resituer cette grandeur, elle peut être rapportée aux dépenses militaires de tous les États du monde (1 464 milliards de dollars en 2008) et à l'aide publique au développement (qui s'est élevée à 119 milliards de dollars cette même année, en incluant les réductions de dettes dont ont bénéficié certains pays comme l'Irak).

** Il s'agit d'une diminution d'une richesse en partie fictive, comme la diminution de la capitalisation boursière ; cette chute a été en partie effacée par un sursaut des cours à partir du premier semestre 2009. Le plus connu des index américains, le Standard & Poor's 500 stock, a bénéficié d'une hausse record, plus de 60 % en neuf mois depuis début mars 2009 ; l'index a été calculé à partir de 1957 par une institution qui depuis le milieu du XIXe siècle diffuse des informations financières et qui aujourd'hui a des bureaux dans 23 pays.

* Ce que le Cross Asset Research de la Société Générale a qualifié de Worst-case debt scenario (Société Générale, 4e trimestre 2009, Paris, 67 p. <http://www.sgresearch.socgen.com>). Le rapport présentant ce scénario catastrophe a été sous-titré Protecting yourself against economic collapse en incitant les clients de la banque à y faire éventuellement face par des placements jugés sûrs comme l'or, pour tenir compte du risque de défaillance de certains États très endettés.

** Par exemple, plus des deux tiers de la croissance du produit intérieur brut français en 2009 résulteraient de la prime à la casse et autres soutiens au secteur automobile mis en place en France (à partir de décembre 2008), en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni, etc. ; la prime à la casse a bénéficié en France en 2009 à 600 000 personnes (soit un quart des immatriculations automobiles). Leur effet dégressif aurait les mêmes conséquences que les précédentes primes dites « balladurette » puis « jupette » instaurées en 1994 et en 1995 ; elles s'étaient traduites seulement par une anticipation des achats d'automobiles par les ménages, donc n'avaient pas eu d'effet durable. Cet impact temporaire joue aussi sur les exportations (par exemple dans le cas français vers l'Espagne et l'Italie).

* Le sens de ji comme « opportunité », cité souvent notamment dans la presse et par les leaders politiques tels que Richard Nixon, Condoleezza Rice ou Al Gore, est contesté par de nombreux linguistes.

* À noter qu'une grande confusion règne souvent dans les arguments échangés quant à l'objet de ce protectionnisme : contrôler des flux de capitaux ou de marchandises est différent de le faire pour des flux de population et encore moins (fut-ce aujourd'hui à travers Internet) pour des œuvres scientifiques ou littéraires et des mouvements religieux, artistiques, politiques, etc. Les plus ou moins protectionnistes ou libre-échangistes ne sont pas nécessairement ceux que l'on croit selon l'objet concerné et les espaces auxquels ils s'appliquent. D'un point de vue historique, les idéologies désignées comme « progressistes » ou « conservatrices » s'inversent au fil du temps, en général avec beaucoup d'amnésies, de mauvaise foi ou d'illusions.

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

Il est vrai aussi qu'en règle générale, ceux qui gouvernent les institutions publiques ou privées veulent faire subir les conséquences de la crise à ceux (le plus grand nombre) qui n'y ont aucune part directe de responsabilités, si ce n'est celle de leur avoir fait confiance. Ils en appellent avec plus ou moins d'écoute et maints trémolos au consensus, au partage des efforts, à se « serrer les coudes », à ne pas devenir des luddistes qui comme ceux de 1811 cassaient les machines pour protester contre leurs conditions de travail dans une des premières crises qu'ait connue le capitalisme productif. C'est peu de dénoncer l'indécence de ces appels au consensus pour s'en sortir tous ensemble. Se souvient-on de l'éloge des sacrifices temporaires à consentir et des « inégalités positives » que les mêmes leaders promouvaient naguère en promettant à tous un avenir radieux et une prospérité dont beaucoup des plus démunis n'ont jamais reçu au mieux que des miettes ? Ces réactions (au sens propre du terme) des uns et des autres obligent non seulement à agir et à faire face, mais aussi à penser et à proposer, sauf à croire que la chute du capitalisme s'apparenterait dans un futur proche à celle d'un fruit trop mûr. La crise globale est un moment fort, non seulement par les drames et les révoltes qu'elle engendre et propage, mais aussi du fait des occasions qui sont ainsi données de pouvoir peser pour un changement, de préparer celui-ci en le pensant. Si la crise est un révélateur des dysfonctionnements de l'organisation politique, sociale et économique, il devient possible de ne pas s'y soumettre et de ne pas s'en accommoder, autrement dit d'engager des compromis et des actions qui pourraient être acceptés comme « progrès social » et comme nécessité. [...]

L'expression « *crise financière* » sera ici évitée malgré la position occupée par la finance dans les logiques d'accumulation et en dépit de son usage courant non seulement dans la presse et dans les milieux politiques mais aussi chez le plus grand nombre des économistes académiques ou d'entreprise. Il est trop tentant et facile de trouver une explication ultime dans ce qui n'est que la partie visible de l'iceberg : les spéculations. Le qualificatif « financier » est réducteur. Si toute grande crise présente a posteriori un caractère apocalyptique (au sens premier de révélation), sa lumière est sans doute trop aveuglante. En général elle ne livre spontanément autre chose qu'elle-même. Ce n'est que lorsque le processus se développe que les événements prennent un sens*, que les contradictions structurelles deviennent manifestes et que les causes peuvent être comprises.

De façon analogue en 1974, parler de crise « du pétrole » avait évité de poser les « vraies » questions : celle de la fin d'un consensus sur un modèle de répartition au sein des économies capitalistes et celle de la revendication d'une place pour de nouveaux acteurs dans « *l'ordre économique mondial* ». Le premier produit dont les prix avaient augmenté en 1973 n'était d'ailleurs pas le pétrole mais le coton. Certes la crise des années 1970 fut une révolution des prix nominaux et relatifs. Mais, en deçà, elle fut celle, à différents échelons, des rapports de production et d'échange, et à travers ceux-ci, au sein de la sphère capitaliste, de la répartition entre travail et capital. Nous y reviendrons. À l'époque, les théories économiques dominantes furent incapables de comprendre immédiatement la concomitance de la hausse du niveau général des prix et d'un accroissement massif du chômage, puisque l'une était supposée s'opposer à l'autre dans les politiques menées. Tous les étudiants en sciences économiques de l'époque avaient étudié la courbe d'Alban WILLIAM PHILLIPS (1958) décrivant la relation empirique négative entre le taux de chômage et la variation des salaires nominaux. Comme la conjoncture ne répondait plus à cette opposition entre inflation et chômage, fut inventé le terme stagflation.

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une impasse théorique analogue pour saisir ce qu'est la crise et ce que serait son dépassement. L'indicateur « taux de croissance » et surtout les indices des cours boursiers* masquent la propagation d'éléments autodestructeurs du système. Ils donnent l'illusion d'une reprise imminente du fait de la vigueur, un temps retrouvée par nombre d'institutions financières, tandis que la plupart des activités de production connaissent des vagues de licenciement et des carnets de commande atones. Alors que le département du travail des États-Unis informait que, au cours de l'année 2009, l'économie américaine avait détruit 4,2 millions d'emplois** (du jamais vu dans ses annales depuis 1949), la presse annonçait que la même année avait été la plus profitable depuis cent quarante et un ans pour la firme Goldman Sachs. Or, cette banque fait partie des cinq plus grands établissements financiers américains (avec Citigroup, Bank of America, JPMorgan Chase et Morgan Stanley) à avoir reçu un secours fédéral en 2009. Et elle s'apprêtait à clore l'année en versant en moyenne 595 000 dollars à chacun de ses employés ; ceux de JPMorgan Chase ne recevront en moyenne que 463 000 dollars ; les bonus chez Citigroup atteindront globalement 5,3 milliards de dollars, soit le même niveau qu'en 2008, pour un nombre d'employés réduit***. Ne devrait-on pas désigner la coexistence d'un taux de chômage élevé et d'une prospérité indécente de la finance par l'expression stagboom ? Toutefois des événements (comme l'évolution de données statistiques dans une conjoncture) ne prennent un sens, c'est-à-dire peuvent être considérés d'une part comme origines ou conséquences d'une situation et d'autre part comme signes pour penser l'avenir, que si l'on est capable de les cristalliser dans un ensemble explicatif faisant apparaître des causes. Ce sont celles-ci qu'il faut chercher et ordonner.

[...]

Le grand renversement en cours sera appréhendé ici à trois niveaux. Les trois modalités de leur analyse seront de l'ordre du fonctionnel, du structurel et de l'essentiel : les dérèglements, les contraintes et les modes de pensée. La mise en évidence de déterminants structurels du krach permettra de dépasser les explications mettant en cause tel ou tel acteur (dans les chapitres I et II) pour comprendre la crise comme étant celle du régime d'accumulation (chapitre III) promu par le néolibéralisme* et porté par une financiarisation généralisée (chapitre IV).

* Quelles conclusions tirer par exemple du skyscraper index ? Il met en relation les crises et un type particulièrement d'évènement, l'achèvement des gratte-ciel parmi les plus grands du monde ; parmi lesquels le Bank of America (1930) rebaptisé Trump Building, le Chrysler Building (1930), l'Empire State Building (1931) et le World Trade Center (1973) à New York, la Sears Tower (1974) à Chicago ; les tours Petronas à Kuala Lumpur (1997, juste avant le krach asiatique) et le Burj Dubai dans les Émirats arabes unis (2007). Peut-être faudrait-il faire une analyse de l'exubérance pour relier les grandes crises aux périodes précédant celles-ci (durant lesquelles sont prises les décisions de ces constructions).

* À noter que les regards portés sur les bourses de valeurs s'attachent principalement aux cours des titres et non aux quantités échangées, qui révéleraient une certaine atonie de ces marchés depuis le krach. La diminution considérable du nombre de ceux qui recherchent des placements boursiers et du volume des interventions contribue à des envols (et à des rechutes) de titres beaucoup plus rapides et forts, puisqu'un nombre limité d'offres et de demandes représente une part plus importante du marché d'un titre ou d'une catégorie de titres.

** En valeur absolue, le nombre d'emplois détruits est de 4,6 millions (chiffre le plus élevé depuis 1939) et au cours du seul mois de décembre 2009 les suppressions d'emploi ont été de 85 000.

*** Dans ce contexte, le président Obama a proposé de taxer les banques aux États-Unis d'un Financial Crisis Responsibility Fee, pouvant rapporter, est-il espéré, au moins 117 milliards de dollars au Trésor américain en une dizaine d'année.

* Faute de disposer de termes plus adéquats et consensuels, sont utilisés ici les termes « libéral » et « néolibéral ». Le modèle néolibéral sans État ou plutôt contre l'État est radicalement différent du modèle d'Adam Smith mais aussi de celui de Léon Walras, pour lesquels la puissance publique est une condition du bon fonctionnement des marchés comme l'a rappelé fort pertinemment Amartya Sen (« Capitalism Beyond the Crisis », The New York Review of Books, vol 56, n° 5, March 26). Il convient donc de distinguer fortement, en tant que modèle économique, le libéralisme du néolibéralisme. Le premier (par exemple avec Adam Smith)

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

Sur cette base sont mises en avant sa moindre capacité à créer plus de richesses, une mondialisation exacerbant les besoins par des désirs mimétiques de consommer, une montée de la part des dépenses contraintes de logement, de transport, de produits énergétiques et d'alimentation et enfin une inégalité croissante dans la répartition limitant la demande solvable. Cette inégalité induit une stérilisation des richesses créées, notamment par leur partie métamorphosée en liquidités errantes et soumises à des fins spéculatives. Compte tenu de la pression sur les budgets du plus grand nombre des ménages, la part disponible de leurs revenus pouvant porter une demande solvable de biens liés aux nouvelles technologies (de l'informatique, de la domotique ou de l'environnement) ne pouvait qu'être très inférieure aux besoins qu'une forme de civilisation engendre. Rien d'étonnant donc que cette crise ait affecté très rapidement des activités aussi traditionnelles que le bâtiment et l'automobile (financés généralement par crédit). Pour « joindre les deux bouts », un accroissement considérable de l'endettement dans nombre de pays s'en est suivi au cours du dernier quart de siècle (chapitre V). Et l'expansion planétaire de la crise en a été la conséquence (chapitre VI). Ce diagnostic étant dressé, s'ouvre dans les deux derniers chapitres de l'ouvrage un temps de compréhension des dangers et des opportunités que cette phase du capitalisme introduit. Apparaissent notamment une multipolarisation du monde avec des tensions protectionnistes et de nouvelles interventions publiques. L'hégémonie néolibérale, bien qu'ébranlée, est persistante et les résistances aux changements nécessaires ne peuvent que produire le gaspillage et les drames d'un chômage accru (chapitre VII). Pour s'en prémunir et pour ne pas subir les réformes précaires et illusives, voire dangereuses, qui sont en cours et qui ne sortent pas des dilemmes Etat/marché et collectivisme/intérêt privé opposant les principes de prélèvement – redistribution d'une part et de commutation marchande de l'autre, il est indispensable de s'appuyer sur un troisième principe, celui que Karl Polanyi a désigné comme principe de réciprocité*. Il s'agit de penser une interdépendance des activités humaines, fondée sur le souci de l'autre (chapitre VIII). Pour soumettre ceux de la commutation marchande et du prélèvement – redistribution, le principe de réciprocité doit progressivement devenir hégémonique. En jouant le rôle de guide, la solidarité peut refonder tant les interventions publiques que les relations marchandes. De nombreux ethnologues ont montré comment des communautés dites « primitives » ont su mobiliser la réciprocité. Toutefois, ce principe ne doit pas être pensé comme un archaïsme.

Au-delà de l'économie sociale traditionnelle fondée sur les associations sans but lucratif, les coopératives et les mutuelles et en se distinguant de l'économie fondée sur la recherche du profit et celle d'une administration par l'État des activités de production, de commerce et de financement, l'économie sociale et solidaire promeut un type nouveau d'engagements mutuels, de complémentarités intentionnelles et de finalités partagées entre producteurs, entre producteurs et financeurs et entre producteurs et consommateurs, qui font émerger des formes diverses de citoyenneté économique. Ces alternatives réalistes (quantitativement insignifiantes* mais qualitativement essentielles notamment par leur capacité à hybrider différents types de ressources) doivent concilier tant vie pérenne de toute la biosphère qu'efficacité et justice dans la répartition locale et mondiale des richesses effectivement créées. Contester et critiquer sans offrir de perspective aurait, au-delà d'une prise de conscience, peu de sens. Le cœur de l'ouvrage réside de fait dans son dernier chapitre.

affirme la nécessité d'un cadre public pour permettre le fonctionnement de l'économie de marché (voir sa critique dans le livre V de la Richesse des Nations de la gestion des Indes par une Compagnie privée ou des Antilles britanniques soumises au seul bon vouloir des propriétaires esclavagistes). De fait, les néolibéraux luttent pour une intervention des États se cantonnant à défendre avant tout les intérêts de la propriété privée et la libération des capacités privées d'accumulation du capital.

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

* Pour ne pas assimiler solidarité et protection, la réciprocité, en tant que principe d'intégration économique autrement dit d'interdépendance des activités, doit être distinguée du « don ». Quelle que soit l'extraordinaire capacité critique de cette catégorie, qu'a bien manifestée en particulier le travail d'Alain Caillé à partir de l'œuvre de Marcel Mauss, le risque de l'usage général du terme « don » est sa confusion avec des modalités de transfert des biens, alors que doivent être saisies les logiques d'organisation des sociétés, tant pour ce qui est de la production que des échanges ou du financement. En cela, la vente d'un produit ou d'un service ne préjuge pas que la logique de réciprocité soit absente de cette relation (notamment grâce à des liens durables de clientèle) ; tout comme, à l'inverse, des mutuelles, coopératives et associations, au-delà des bonnes intentions affichées par leurs leaders, peuvent être soumises à la logique de lucre portée par le principe de marché ou à une logique de protection, qui est celle de la centralisation-redistribution. En s'appuyant sur les contributions données à la revue Tiers Monde (n° 190, avril-juin 2007, p. 255 sq.), dans Richard SOBEL, Penser la marchandisation du monde avec Karl Polanyi (Paris/Lille, L'Harmattan, 2007, p. 131-155) et dans Chris HANN, Keith HART, Market and Society. The Great Transformation Today (Cambridge University Press, 2009 p. 72-90), le dernier chapitre de cet ouvrage a pour objectif aussi de clarifier ces distinctions et leur inscription dans une vision globale des changements. Jean-Louis LAVILLE dans Politique de l'association (Paris, Seuil, 2010) mobilise le principe de réciprocité pour rendre compte de ce dépassement du clivage État/marché.

* Si le secteur représente entre le vingtième et le sixième des emplois, son poids financier et sa contribution aux produits nationaux bruts est beaucoup plus faible, notamment parce que les rémunérations y sont beaucoup moins élevées comparées à celles des activités à but lucratif et parce qu'il mobilise un part de bénévolat, non reconnu économique comme richesse créée.

L'invité

La crise ne fait que commencer

Jean-Michel Servet*

Après la récession, voici le temps du stagboom. L'illusion d'une reprise prochaine s'est installée du fait d'une vigueur, un temps retrouvée, par nombre d'institutions financières. C'est le boom. Mais un grand nombre de secteurs connaissent licenciements et carnets de commande atones. C'est la stagnation. Si l'on croit que les dysfonctionnements des seuls marchés financiers ont causé la crise et que le krach s'est ensuite propagé à la production de biens et services et au commerce, l'illusion d'une reprise prochaine et durable peut être entretenue. Le penser serait oublier les fondamentaux du régime d'accumulation dominant, que le développement de la crise découvre. De plus en plus hégémonique depuis les années 1980, celui-ci est devenu économiquement insoutenable et les quelques promesses de réforme de l'automne 2008 pour «moraliser le capitalisme» ont vite été oubliées avec les frémissements d'un retour de la croissance des revenus nationaux, à défaut des emplois.

Incompatible avec les contraintes d'une reproduction des systèmes de production et d'échange, le régime néolibéral s'est révélé insoutenable

Retenons trois caractéristiques de ce modèle. Tout d'abord, il a freiné la croissance. Si l'on retire des données mondiales la Chine et l'Inde (dont les politiques économiques sont assez éloignées des dogmes néolibéraux du fait du poids des interventions publiques), le taux de



* Professeur d'études du développement à l'IHEID, auteur du «Grand renversement» (à paraître Desclée de Brouwer, printemps 2010)

croissance par tête dans le monde entre 1980 et le début des années 2000 a été deux fois moindre que dans la période d'interventions publiques directes fortes (du début des années 1950 au début des années 1970). A cela s'ajoute que le dernier quart de siècle a été marqué, du fait de la mondialisation, par une exacerbation des désirs consuméristes par effet de démonstration. Enfin la troisième caractéristique majeure est une augmentation considérable des inégalités dans la répartition des revenus et de la propriété. Or dans un pays, les ménages à revenus élevés ont une propension moyenne à consommer moindre que les ménages à revenus inférieurs. L'affectation de cette part des revenus accrus pour les plus aisés s'est faite en privilégiant les placements financiers au détriment d'investissements productifs. Ces trois caractéristiques ont pesé négativement sur la demande globale.

Ajoutons que dans les budgets d'un très grand nombre de familles, les dépenses contraintes (en matière d'alimentation, de logement et de transport) ont augmenté au cours des vingt-cinq dernières années. La seule solution pour satisfaire cette tension entre besoins accrus et capacité réduite de dépenses nouvelles a été pour de larges fractions de la population dans de nombreux pays: l'endettement. Rien d'étonnant donc que cette crise ait affecté des activités aussi traditionnelles que le bâtiment et l'automobile, financés à crédit. Compte tenu de la pression sur les budgets des ménages, la part disponible de leurs revenus pouvant porter une demande solvable de biens liés aux nouvelles technologies (de l'informatique, de la domotique ou de l'environnement) ne pouvait être qu'être très inférieure aux besoins.

Incompatible avec les contraintes d'une reproduction des systèmes de production,

LE GRAND RENVERSEMENT

suite

Journal Le Temps de Genève du Vendredi 26 Février 2010

(suite)

d'échange et de financement, le régime néolibéral s'est alors révélé insoutenable. En ce sens on doit plutôt parler d'une crise d'une phase du capitalisme que de crise du capitalisme en général. La croissance même des inégalités dans la répartition à l'intérieur des nouvelles puissances économiques et leur faible protection sociale obligeant les populations à fortement épargner rendent difficile un recentrage sur la consommation intérieure privée de productions jusque-là en grande partie pour l'exportation. Les dépenses collectives publiques y sont elles-mêmes encore insuffisantes pour jouer un rôle compensateur fort. Tels sont les fondamentaux actuels de la crise.

En conséquence, répondre à cette crise ne peut pas se faire par une relance des illusions du crédit privé. Ceci crée les conditions d'un nouveau krach. Il est fondamental de renverser la tendance à une montée des inégalités et de la précarité, qui s'est accélérée à partir du milieu des années 1990 et qui, notamment à travers rentes et ponctions financières, conduit de plus en plus à une sous-rémunération du travail. Il va de soi que ce renversement entre en conflit avec les intérêts de celles et de ceux qui profitent de l'ordre ancien ou qui croient en tirer avantage. Toutefois, modifier la répartition, à différents niveaux, entre catégories de la population, entre secteurs d'activités et entre espaces économiques serait insuffisant.

Pour être porteur d'avenir, le changement doit aussi et surtout toucher aux logiques qui fondent l'organisation de la production, des échanges et du financement dans les sociétés contemporaines. Au cours du XXe siècle ont été hégémoniques deux principes: celui du marché privilégiant des interdépendances mécaniques et celui de prélèvement - redistribution s'appuyant sur l'Etat dans des espaces plus limités de

la planète. Accroître le poids de ce dernier avait été une façon commune de sortir de la crise de 1929, puis de se prémunir contre le retour d'une situation analogue en agissant pour maîtriser les fluctuations conjoncturelles et les cycles économiques. Aujourd'hui aucun des deux principes (du marché et de la centralisation-redistribution) n'est absent du fonctionnement économique des sociétés, pas plus d'ailleurs que le principe du partage domestique, la désagrégation de la famille n'étant plus sur l'agenda des remodelages des sociétés. Toutefois, à partir des années 1980, l'organisation néolibérale des sociétés a privilégié le premier principe, celui du marché, et de façon beaucoup plus marginale elle a favorisé des mécanismes de prélèvement - redistribution en faveur d'acteurs privés, les fondations qui généralement bénéficient d'avantages fiscaux notoires.

La solidarité qui s'appuie sur des complémentarités et des interdépendances volontaires et consciemment organisées afin de mieux répondre aux besoins de tous a été négligée. Elle a été considérée soit comme le reliquat de mondes dits «primitifs» supposés en voie de disparition, soit comme une utopie tout aussi sans avenir. Et plus souvent encore, elle a été confondue avec le principe de protection étatique ou privée. Or, ce principe de solidarité qui organise consciemment les interdépendances à différents niveaux et échéances est à même de guider des changements et des alternatives. Il peut libérer des forces nouvelles afin d'aller dans le sens d'un développement social et humain durable. En conciliant efficacité des activités, respect de la justice dans la répartition et équilibres écologiques essentiels pour les générations futures, la solidarité peut permettre une nouvelle troisième voie pour sortir du stag-boom.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

« Façonner le monde atome par atome » : tel est l'objectif incroyablement ambitieux affiché par les promoteurs américains de la « National Nanoinitiative », lancée en 1999. Un projet global de « convergence des sciences », visant à « initier une nouvelle Renaissance, incorporant une conception holiste de la technologie fondée sur [...] une analyse causale du monde physique, unifiée depuis l'échelle nano jusqu'à l'échelle planétaire. » Ce projet démiurgique est aujourd'hui au cœur de ce qu'on appelle la « technoscience », étendard pour certains, repoussoir pour d'autres.

En précisant dans ce livre la signification de ce concept, pour sortir enfin du sempiternel conflit entre technophiles et technophobes, l'auteur propose d'abord une sorte d'archéologie du terme « technoscience ». Loin d'être un simple renversement de hiérarchie entre science et technique, il s'agit d'un changement de régime de la connaissance scientifique, ayant désormais intégré la logique entrepreneuriale du monde des affaires et mobilisant des moyens considérables. On montre surtout que le brouillage de la frontière entre science et technique n'est que la manifestation d'un tremblement plus général, marqué par l'effacement des distinctions traditionnelles : nature / artifice, vivant / inerte, matière / esprit, homme / machine ...etc...

Bernadette BENSAUDE – VINCENT
Les vertiges de la technoscience
La Découverte – 2009 – 225 pages

Pour quoi ce terme – technoscience – entre-t-il en usage à la fin du 20^e siècle, alors que l'intrication de la science et de la technique ne date pas d'hier ? Qu'est-ce que cela traduit ? S'agit-il d'un phénomène nouveau, d'une sorte de New Deal qui ouvrirait sur la « société de la connaissance » ? S'agit-il d'un phénomène de civilisation ?

A l'époque moderne, les scientifiques jouissaient d'un haut prestige social, cependant que la science primait sur la technologie et la conditionnait. La postmodernité se caractérise au contraire par une primauté de la technologie sur la science qui entraîne une perte de confiance sans la science et dans l'autorité des experts.

Dans le passé, à l'occasion de la création du Palais de la Découverte à Paris, Jean Perrin avait élaboré son concept de « science pure ». Pour lui, elle était une activité créatrice, désintéressée, qui a sa finalité en elle-même, comme une activité artistique. La science expérimentale – est une conquête de l'inconnu. Elle « élargit la pensée » et contribue à l'émancipation spirituelle des hommes en même temps qu'à leur émancipation matérielle. Cette recherche, mue par la curiosité gratuite en suivant sa propre logique, engendre néanmoins, « de surcroît », une foule d'applications pratiques.

Alors qu'au 19^e siècle, la science fut célébrée comme facteur de progrès technologique et de civilisation, durant la première moitié du 20^e siècle, des savants, assistés par des médias et des politiques, ont construit le concept de science pure, désintéressée, autonome par rapport à la technique.

Si la réorientation des politiques de la recherche vers la concurrence économique ne conduit pas nécessairement à la mort de la recherche fondamentale, elle change néanmoins le statut de la recherche. L'expression courant aujourd'hui de « mode de production du savoir » suggère que la science n'est pas conçue comme une création voisine de l'art, mais comme une activité productive inscrite dans un système économique.

Ce glissement de l'activité libre et gratuite à l'activité économique se marque au niveau institutionnel : le droit de propriété intellectuelle qui relevait de l'ONU est englobé dans le droit du commerce et relève désormais de l'OMC.

Sur ce sujet, voir aussi **futurWest N°33** et la NDL du livre de Isabelle Bruno « *Un, deux, trois, prêts ? ... Cherchez !* »

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Une des grande nouveauté relève du programme NBIC [Nanotechnologies – Biologie – Information – Cognition] et sa démarche bottom – up. Les nanotechnologies considèrent les atomes et molécules individuels comme des briques élémentaires pour fabriquer des dispositifs ou des machines. Les biotechnologies s'emploient à manipuler et recombinaer des gènes pour former ou réparer des organismes. Les technologies de l'information partent des unités d'information, du numérique, pour construire des algorithmes. Les sciences cognitives, solidement ancrées dans les neurosciences, partent des neurones et de leurs connexions pour comprendre ou recréer des fonctions cognitives ou émotionnelles.

Du côté européen, on trouve le programme CTEKS (Converging Technologies for the European Knowledge Society), qui reprend les objectifs de l'agenda défini au sommet de Lisbonne en Mars 2000.

A toujours souligner le lien de parenté entre la cybernétique et la technoscience actuelle, on prête à cette discipline mort-née un pouvoir assez fantasmagique. La technoscience est un phénomène trop complexe pour être décrit comme le rejeton d'un seul courant. Elle se situe au carrefour de plusieurs histoires scientifiques, technologiques, intellectuelles, économiques et politiques.

De son côté, le « transhumanisme » partage de nombreux aspects avec l'humanisme, notamment le respect pour la raison et la science, l'attachement au progrès et la valorisation de l'existence humaine (ou transhumaine). Il en diffère toutefois en reconnaissant et anticipant les altérations radicales de la nature et nos possibilités de vie qui résultant des diverses sciences et technologies.

Le scepticisme actuel sur le progrès – repéré dans des enquêtes sociologiques depuis une vingtaine d'années – ne porte ni sur les sciences ni sur les techniques en elles-mêmes, mais sur la convergence, c'est-à-dire sur l'assignation d'une direction unique, telle que la miniaturisation, l'amélioration des performances ..etc.. Il s'agit d'une interrogation sur le sens porté par des citoyens avertis qui ont le droit de se former une opinion sur des questions trop souvent réservées aux experts. Il faudrait rompre le front « rationalité scientifique vs public infantile » et reconnaître qu'il y a des intérêts divergents en jeu et que la technoscience n'est pas un monde en blanc et noir.

Par son caractère totalisant, la technoscience est une utopie, une grande utopie qui concentre et condense plusieurs utopies précédentes. L'ambition de re-fabriquer des humains l'apparente d'abord à une techno – utopie qui rajeunit le thème de la démesure. Par la volonté de saisir une assise ultime pour disposer d'un éventail indéfini de possibles, c'est une utopie scientifique qui rappelle la quête de la pierre philosophale. Enfin, c'est une utopie sociale reposant sur des mécanismes idéaux de co-construction et d'autorégulation.

« L'ancienne alliance est rompue ; l'homme sait enfin qu'il est seul dans l'immensité indifférente de l'Univers d'où il a émergé par hasard. Non plus que son destin, son devoir n'est écrit nulle part. A lui de choisir entre le Royaume et les Ténèbres. »

Jacques MONOD, Le hasard et la nécessité, Seuil -1970.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Crise des subprimes, faillites bancaires, krach boursier, flambée puis plongeon des matières premières, récession économique, défiance généralisée ... Depuis l'été 2008, la planète économico-financière vit assurément sa plus grave crise depuis le krach de 1929.

Pour autant, a-t-on compris les tenants et les aboutissants de ce cyclone mondial ? Comment une idée simple – permettre aux ménages modestes américains d'accéder à la propriété – a-t-elle abouti à ce cataclysme ? Et surtout, comment et dans quel état allons-nous en sortir ?

Connu et reconnu pour son talent pédagogique et sa capacité à rendre l'économie et la finance accessibles à tous, Marc TOUATI propose une analyse claire, argumentée, sans langue de bois et sans complaisance. L'ouvrage permet également d'appréhender le fonctionnement économique et financier du monde actuel et dresse un panorama lucide de notre avenir.

Marc TOUATI

**Krach, Boom ... et demain ?
Dunod – 2009 – 215 pages**

« Pourquoi Dieu a-t-il créé les économistes ? Réponse = Pour que les météorologues ne soient pas les seuls à se tromper. » Cette blague, p.12, résume à elle seule l'état d'esprit de Marc Touati qui est un des rares économistes à reconnaître que cette discipline n'est pas une science possédant des Lois intangibles comme $U=RI$ ou $E=MC^2$.

L'économie est une discipline, admettons même une science sociale, imparfaite et toujours soumise aux contingences des jeux des acteurs et de leurs croyances.

L'auteur nous prévient qu'après le cyclone financier 2007-2008, l'année 2009 va sans aucun doute être marquée par une multiplication de grandes restructurations bancaires dans l'ensemble de l'Europe et de la Planète. Et, attention, les acquéreurs ne seront pas toujours des Européens ou des Américains

Concernant les événements récents, il constate que l'excès de réglementation de ces dernières années a été un maillon essentiel de la crise des subprimes et de la crise financière qui en a découlé. Dans ce cadre, augmenter de nouveau les contraintes comptables aurait bien peu de sens. Mais alors que faire ? Tout simplement revenir vers des règles de bon sens, c'est-à-dire une plus grande transparence des stratégies et des placements, une réduction de la mathématisation des marchés et des produits qui a déconnecté ces derniers de la réalité économique.

A propos du Dollar et de sa suprématie, Marc Touati indique qu'à son avis, le concurrent, voire le remplaçant du Dollar ne sera pas l'Euro, mais plutôt le Yuan, la devise chinoise appelée aussi « renminbi ». C'est du moins la thèse qu'il avance depuis plusieurs années. Certes, pour le moment c'est impossible puisque l'espace financier de la Chine est fermé et que le Yuan n'est pas une devise internationale.

En revanche, d'ici une dizaine d'années, la Chine disposera d'une économie suffisamment forte pour ouvrir son espace financier au monde et imposer de plus en plus facilement le Yuan dans ses transactions internationales. Le match qui se jouera donc demain ne sera pas USA – Union Européenne ou Dollar – Euro, mais USA – Chine et Dollar – Renminbi.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Attention à bien voir les réalités en face concernant les économies émergentes. Ainsi, tant en 2007 qu'en 2008, en dépit de la crise financière et du ralentissement massif des Etats développés, 65 % de la croissance mondiale provenant des Pays émergents. Une résistance historique puisque c'est la première fois qu'une forte décélération se produit dans le monde développé sans générer de marasme dans le monde dit émergent.

On notera au demeurant que les réserves de change des principaux Pays émergents sont pléthoriques. A côté des 1 900 milliards de Dollars de la Chine, on peut aussi citer l'exemple des 600 milliards de la Russie, des 300 milliards de l'Inde, des 210 milliards du Brésil ou encore les 180 milliards de Singapour.

C'est peu dire que Marc Touati n'est pas tendre avec la BCE (Banque Centrale Européenne). Il a même créé un site Web qui se nomme www.stoptrichet.com en référence au nom du Président actuel de la BCE. Il considère que les décisions de celle-ci sont à la fois trop lentes et souvent en décalage par rapport aux besoins de l'économie réelle, abaissant ces taux trop tard, les maintenant trop élevés trop longtemps, tardant à les relever quand il aurait fallu ...etc...

Pour l'auteur, il ne nous reste plus qu'à souhaiter qu'à très vite, tant en France que dans l'ensemble de la zone Euro, les dirigeants politiques et monétaires comprennent qu'il est désormais possible, voire indispensable, d'être à la fois libéral et keynésien, de faire des réformes structurelles sur l'offre, tout en soutenant la demande et en imposant une règle d'or : l'efficacité et la rationalité économiques doivent toujours primer sur les dogmatismes théoriques et idéologiques. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, nous resterons engoncés dans la croissance molle et la faiblesse du pouvoir d'achat.

Plus loin, l'auteur nous propose un tableau 2012 avec d'un côté la France qui pleure, celle de l'immobilisme et du refus des réformes, avec un chômage à 9 %, une dette publique à 80 % du PIB et un CAC 40 à 5000 points...etc... De l'autre la France qui rit, celle d'une économie libérée, moins rigide et plus fluide, avec un chômage à 6 %, une dette publique à 60 % du PIB et un CAC 40 à 7000 points ...etc...

Enfin, MT s'essaie à proposer quelques pistes qui pour en juger n'ont pas grand-chose d'original, que ce soit le fait de doter la France de fonds de pension par capitalisation, ou sur le fait d'inciter davantage de ménages français à investir une bonne partie de leur épargne dans des placements boursiers..... Mais ces propositions se retournent contre elles lorsqu'on relit le début du livre et le peu de confiance qu'on peut avoir dans les « professionnels de la finance » qui ont, que ce soit par impéritie ou par appât du gain facile généré la crise de nous subissons.

C'est le point faible du livre. Dommage.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les mutations du travail ont des effets sociaux et anthropologiques très profonds. Elles bouleversent l'identité des individus et fragilisent la cohésion sociale. Comment doit se redéployer, dans ces conditions, l'État social ? Réformes libérales ou réformes de gauche ?

Comme toujours, dans ses analyses de la question sociale, l'auteur croise les regards et les interrogations. Il montre les conséquences diverses et multiples des transformations du travail, à la fois pour la vie des individus menacés de désaffiliation pour la vie collective, la reconfiguration des rapports de classe, l'effritement de la propriété sociale. Partout naît et se renforce une insécurité sociale aux visages multiples, parfois contradictoires. Il faut donc repenser la Protection Sociale dans une « société des individus », ce qui contraint l'État à redéfinir son rôle et le droit du travail à redéfinir ses principes. Autrement dit, forcément intervient le politique. Mais dans quel sens ? Et d'abord, pourquoi choisir encore « l'État social » ?

Robert CASTEL

La montée des incertitudes – Travail / Protections / Statut de l'individu Seuil – 2009 – 460 pages

Trois grandes parties composent l'ouvrage :

- 1/ Les dérégulations du travail
- 2/ La reconfiguration des protections
- 3/ Les chemins de la désaffiliation.

La Révolution n'a pas eu lieu en Europe occidentale, le salariat n'a pas été aboli, et néanmoins le prolétaire misérable n'a pas mal tiré son épingle du jeu puisqu'il est devenu le salarié protégé des années 1960. La construction de la société salariale a constitué une sorte de ruse de l'Histoire qui était totalement imprévisible un siècle avant qu'elle ne s'impose.

Les droits acquis, ou conquis, structurent la personnalité de l'individu moderne occidental, constitué par son histoire sociale comme un sujet de droit. De fait, cet individu n'est pas une tabula rasa sur laquelle viendraient « naturellement » s'inscrire les exigences du marché.

Tout n'est donc pas joué dans le conflit qui oppose aujourd'hui les partisans d'une solidarité faite de « droits et de devoir qui lient les hommes entre eux de manière durable » et ceux pour qui la maximisation des richesses matérielles à n'importe quel prix est l'alpha et l'oméga. Notre société est le contraire d'une société apaisée, et il faudrait être prophète pour prédire où la mènera la conflictualité qui la traverse.

C'est sur le socle d'un salariat reconnu et protégé que le travailleur peut investir d'autres activités, les loisirs, l'éducation, la culture, la participation à la vie associative et sociale. La collectivisation des rapports de travail permet le développement de stratégies personnelles, et c'est la consolidation des conditions de travail qui permet de ne pas être englouti par le travail : il y a là un paradoxe qui mérite d'être approfondi, et que devraient méditer tous ceux qui célèbrent « la fin du travail » comme l'avènement de la liberté.

Il serait vain de prétendre abolir le chômage par décret, d'exiger qu'il n'y ait que des CDI ou de vouloir revenir sur les mutations technologiques en cours. Il faut plutôt se demander s'il est possible de redéployer le couplage travail – protections construit par la société salariale (salaire décent, garanties du droit du travail, protection sociale) en tenant compte d'exigences de compétitivité, d'adaptabilité, de mobilité qui ne sont pas toujours, si elles le sont parfois, des alibis inventés par des patrons cyniques, mais les signes d'une mutation profonde de la modernité.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Robert Castel met en rapprochement deux propositions.

A/ Il y a du non - emploi de masse qui n'est plus exactement du chômage, mais plutôt un déficit d'emplois ne permettant plus de considérer l'ensemble des chômeurs comme des demandeurs d'emploi en situation de vacance plus ou moins longue par rapport à l'emploi.

B/ On assiste parallèlement à l'institutionnalisation des conditions de travail qui demeurent le plus souvent des activités salariées, mais qui ne s'inscrivent plus complètement dans les cadres d'une condition salariale à part entière.

Réformisme libéral ou réformisme de gauche ? S'interroge l'auteur.

Pour lui, le réformisme de gauche reprendrait le défi qu'a relevé le réformisme sous le capitalisme industriel d'accepter la présence du marché, mais à condition qu'existent aussi des contreparties non – marchandes (des droits et une législation sociale) pour assurer la protection des travailleurs et la cohésion de la société. Et si les chances qu'il l'emporte sur le réformisme libéral sont loin d'être assurées, son objectif au moins est clair : arriver à articuler dans un cadre social vivable pour tous ces deux piliers de la modernité qu'ont été et que restent le marché et le travail.

Plus loin, RC explique que focaliser l'attention sur l'exclusion risque de fonctionner comme un piège, à la fois pour la réflexion et pour l'action. Pour la réflexion : on économise la nécessité de s'interroger sur les dynamiques sociales globales qui sont responsables des déséquilibres actuels ; on décrit au mieux des états de déposssession, en faisant l'impasse sur les processus qui les génèrent ; on procède à des analyses sectorielles, en renonçant à l'ambition de les recadrer à partir des enjeux actuels de société. Il est possible qu'il y ait aujourd'hui des in et des out, mais ils ne peuplent pas des univers séparés. Il n'y a jamais à proprement parler dans une société de situation hors social. Il importe de reconstruire le continuum des positions qui relient les uns et les autres, et de ressaisir la logique à partir de laquelle les in produisent des out.

La décollectivisation actuelle des rapports de travail représente ainsi une nouvelle donne susceptible de remettre en question la notion même de classe telle qu'elle s'est historiquement construite. Elle déstabilise les formes classiques d'organisation du travail qui avaient fourni les bases de l'unification des travailleurs et de leur capacité de résistance, même si c'était souvent sous des formes très coûteuses et très « aliénantes », comme dans le cas de l'organisation taylorienne du travail. Mais l'éclatement de ces formes collectives risque d'accroître la subordination et de creuser l'inégalité des conditions de travail et de vie des catégories populaires. L'envers de la décollectivisation du travail, c'est en effet leur réindividualisation, qui renvoie au travailleur la responsabilité d'assumer lui-même les aléas de sa trajectoire professionnelle.

Dans un chapitre final, Robert CASTEL essaie de relever le « *défi de devenir un individu : esquisse d'une généalogie de l'individu hypermoderne.* »

Voir aussi les Actes du Colloque « *Protection Sociale 2030* » du 24 Octobre 2009, disponibles gracieusement sur le site www.futurouest.com

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz naturel – couvrent aujourd'hui plus de 80 % de la demande énergétique mondiale et, pour l'instant, il n'existe pas d'alternative immédiate qui puisse prendre leur relève à la hauteur de nos besoins. De ce fait, les émissions de gaz carbonique augmentent toujours plus.

L'épuisement annoncé des énergies fossiles et le réchauffement climatique sont les risques majeurs du 21^e siècle. Ils nous imposent de repenser en profondeur notre modèle énergétique et d'engager la transition qui nous mènera à un modèle énergétique durable.

La transition énergétique implique la mise en œuvre d'un ensemble de solutions innovantes : technologies à faibles consommations d'énergies, énergies alternatives, nouveaux vecteurs énergétiques, propulsion hybride, captage et stockage du CO₂.

Alexandre ROJEY

**Energie et Climat – Réussir la transition énergétique
Technip – 2008 – 220 pages**

On est tenté d'écrire : « rien de nouveau ».

Le lecteur de la revue FuturWest se reportera à la NDL de l'ouvrage de la Société Française de Physique dans le N°28. Il pourra aussi consulter la NDL du livre de Alessandra BENUZZI – MOUNAIX sur la Fusion Nucléaire [N°29], curieusement absente du livre de Alexandre ROJEY.

La demande en énergie atteint des niveaux tels qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer l'offre correspondante. Le monde est ainsi confronté, d'une part, au risque de ne pas pouvoir assurer la demande future en énergie et, d'autre part, à la menace d'une dégradation majeure de notre environnement. La montée de ces périls intervient dans un contexte de croissance économique mondiale qui n'incite pas à adopter une attitude alarmiste. Les progrès accomplis rendent l'hypothèse d'une rupture difficile à admettre.

La consommation globale annuelle est passée de 1,35 tep/habitant en 1970 à 1,7 tep/habitant en 2000, et pourrait atteindre [projection] 2,2 tep/habitant en 2030.

L'auteur, d'une manière très conformiste, se range dans le camp de ceux qui croient que le changement climatique de la Terre est d'origine anthropique ; à aucun moment il n'aborde l'hypothèse que les dysharmonies climatiques à venir proviendraient de l'effet Gaia. Autrement dit, il n'envisage pas une seconde comment y faire face.

Il reprend à son compte l'idée du « facteur 4 ». La France fait partie des Etats qui se sont engagés en ce sens pour permettre une augmentation des émissions de GES de la part des Pays en développement. Mais si les trois-quarts de l'humanité agissent ainsi, les efforts du quart restant seront dérisoires.

L'objectif affiché par A. Rojey est de réduire le plus rapidement possible la part des énergies fossiles dans l'offre mondiale d'énergie primaire, tout en assurant la satisfaction des besoins vitaux de la population mondiale, selon quatre axes : 1/ Réduire la consommation d'énergie, 2/ Maîtriser les approvisionnements en énergies fossiles (géopolitique), 3/ Réduire le contenu carbone de l'énergie, 4/ Capturer et stocker le gaz carbonique émis.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Concernant les énergies fossiles disponibles, l'auteur fait logiquement la part des choses entre les ressources prouvées, les ressources cachées par certains opérateurs qui attendent leur heure et des prix lucratifs, les réserves accessibles, les réserves potentielles

Pour le pétrole utilisable aisément, il indique 265 Gt, soit 65 ans de consommation au rythme actuel, le « *peak oil* » pouvant intervenir, selon les cas, entre 2010 et 2045. Pour le gaz naturel, le chiffre fourni est de 181 000 milliards de mètres cubes, soit environ 64 ans au rythme de la consommation actuelle. La combustion du gaz naturel, par unité de puissance calorifique, émet 50 % de gaz carbonique de moins que le charbon et 30 % de moins que le fuel.

En raison de l'importance des réserves de charbon et de leur répartition géographique mondiale plus favorable pour la plupart des grands Pays consommateurs que celles des réserves d'hydrocarbure, une forte progression de la production d'électricité à partir de charbon est prévue dans le Monde, notamment aux USA, en Chine et en Inde.

Les ressources de charbon sont considérables : les réserves prouvées atteignent 900 Gt et représentent plus de 160 ans de consommation courante. Les réserves seraient de l'ordre de 3 700 Gt, soit près de quatre siècles de consommation en rythme actuel

De son côté, la Chine s'est fortement engagée dans la voie des carburants de synthèse. La plus grande compagnie minière, Shenhua, a prévu de produire vers 2020, trente millions de tonnes par an (soit environ 630 000 barils par jour) de carburants de synthèse à partir de charbon. D'autres projets sont en cours d'examen et, si tous ces projets se réalisent, la Chine produirait d'ici quinze ans plus de 70 millions de tonnes de carburants à partir de 210 millions de tonnes de charbon.

Le Chapitre 8 s'intéresse plus particulièrement à la captation et au stockage du gaz carbonique. Néanmoins rien n'est dit du méthane et des oxydes d'azote, autrement plus redoutables que le CO₂.

In fine, l'auteur montre que la consommation mondiale d'énergies passerait de 11,4 Gtep/an en 2005 à 22,7 Gtep/an en 2050 selon le scénario « BAU » (Business As Usual), ou à 12,6 Gtep/an toujours en 2050, selon le scénario ALT (Alternatif) comprenant les mixités déjà évoquées.

A.J. conclue que la situation actuelle appelle une transformation profonde de notre modèle économique. Pour la mener à bien, il nous faudra certes faire appel à un ensemble de technologies innovantes, mais la technologie seule ne suffira pas. Les transformations qu'elle amènera doivent s'inscrire dans un projet de société plus vaste impliquant également une évolution des modes de vie.

Un tel projet nécessite une réglementation adaptée et une gouvernance à l'échelle de la Planète. Les changements à opérer doivent cependant rester compatibles avec un progrès de la qualité de la vie.

Livre à lire par ceux qui n'ont jamais lu d'ouvrage sur le sujet, tout en acceptant que ce soit un livre pas très innovant.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'époque de la nourriture bon marché est révolue. La hausse spectaculaire des prix au cours des quatre dernières années nous rappelle à cette terrible réalité. Et puisque cette tendance est structurelle, comment éviter le grand choc ?

D'un côté, une demande en croissance régulière (venue notamment des Pays émergents que sont le Brésil, la Chine et l'Inde), de l'autre, une offre limitée (les surfaces exploitables ne sont pas extensibles à l'infini, l'eau se fait rare, l'intensification des cultures menace l'environnement.

Praticien international des marchés agricoles, l'auteur analyse les ressorts de la crise et ses conséquences dans un futur proche : que se passera-t-il demain si nous ne faisons rien ? Quelles sont les mesures à prendre de toute urgence, au Nord comme au Sud, si nous voulons assurer la sécurité alimentaire pour tous ?

Jean – Yves CARFANTAN
Le choc alimentaire mondial
Albin Michel – 2009 – 300 pages

L'amélioration de la situation alimentaire, l'accès des habitants à un régime plus riche et plus diversifié concernent principalement le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique. Or, ces cinq Etats pris ensemble représentent près de la moitié de la population mondiale. Les classes moyennes nouvelles de ces Pays commencent à consommer régulièrement des viandes, des graisses végétales, des produits laitiers et des plats préparés. Cette mutation structurelle est de nature à bouleverser durablement l'ensemble des équilibres agricoles mondiaux.

Or, la salle du banquet est fréquentée par ces nouveaux clients alors que pèsent de fortes incertitudes sur la possibilité même de remplir toutes les assiettes.

Concernant les « carburants verts », l'auteur indique que dans l'immédiat, et pendant plusieurs années, pour diversifier la consommation de combustibles des centaines de millions de véhicules que compte la Planète, il n'y a pas d'autre voie que la transformation des céréales, des betteraves, de la canne à sucre ou des huiles végétales.

Sur la nouvelle équation alimentaire mondiale, J-Y. C. s'appuie sur les travaux de la FAO (Food and Agricultural Organization, dont le siège est à Rome) et nous invite à consulter notamment le site <http://faostat.org/site/502/default.aspx>

L'onde est forte et durable : l'Est et le Sud de l'Asie, ainsi que l'Amérique du Sud concentreront au cours des prochaines années plus des deux tiers de la production de viandes blanches de la Planète. En outre, avec la montée en puissance du Brésil, l'Amérique du Sud sera la première zone d'élevage bovin du monde. Il est enfin probable que l'activité laitière des ces pôles géographiques aura de plus en plus d'importance.

Sur la question de l'eau, l'auteur observe combien les disparités sont grandes sur la Planète que ce soit pour l'agriculture pluviale ou pour l'agriculture par irrigation. Entre les Pays qui vivent dans l'opulence hydrique (Brésil, Canada, Chine, Colombie, Inde, Indonésie, Pérou, Russie et USA se partagent 60 % réserves mondiales d'eau douce) et les autres, le fossé est énorme. Entre les Emirats Arabes Unis où l'on dispose de 49 m³ par an et par habitant et l'Islande où l'on dispose de 528 000 m³, l'écart est carrément gigantesque. Dans le même ordre d'idée, l'Asie concentre près de 60 % de la population du Globe et dispose de 30 % des ressources mondiales disponibles en eau douce. Le bassin de l'Amazonie concentre 15 % de ces ressources et abrite 0,3 % des habitants de la Planète.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Dans la seconde partie de son ouvrage, Jean-Yves CARFANTAN aborde ce qu'il nomme le « scénario noir » ... si nous ne faisons rien. [En réalité, il y a toujours des acteurs à l'œuvre, plus ou moins discrets. NDL]

Plus que tout autre Pays, le Brésil a vocation à devenir une grande puissance agro-exportatrice, sinon la toute première dans quelques années. En 2015, ce Pays sera le premier exportateur mondial de viande, toutes catégories confondues. Il occupera encore la première place pour les exportations de sucre, de graines de soja, de café et d'éthanol.

Si l'onde de choc du scénario noir (2020) se prolongeait, au Nord, la fracture alimentaire s'accroîtrait. Car les Etats occidentaux ne sont pas préparés à affronter une crise alimentaire qui, à la longue, induirait un approfondissement des inégalités. Pour réduire l'insécurité alimentaire des plus démunis, ils comptent sur l'intervention des organismes humanitaires. Mais ce filet de protection est parfaitement illusoire. La société européenne glissera alors progressivement vers un mode d'organisation caractérisé par un approfondissement marqué des inégalités, un effritement du pouvoir d'achat des classes moyennes et une paupérisation accrue des inactifs, notamment des plus âgés.

Toujours dans ce scénario noir 2020, dans le Sud, l'aggravation de la pauvreté rurale et urbaine dans plusieurs nations très peuplées provoquera ainsi, à coup sûr, un essor sans précédent des mouvements de migrations.

L'opinion publique occidentale découvrira alors, mais un peu tard, que l'appauvrissement des villes du Sud ne doit pas être traité sur le strict plan des préoccupations humanitaires et que la crise alimentaire est bien une crise planétaire.

- Voir aussi « Population, Urbanisation, Pollution » **FuturWest N°26**

Enfin s'ouvre la troisième partie de l'ouvrage : Le scénario vert – Ce que nous devons faire. Et le « nous » est d'importance puisque « nous » sommes confrontés, selon l'auteur, à une crise systémique.

- Relancer l'agriculture du Sud. De ce point de vue, pour l'Afrique, le recours aux OGM est hautement souhaitable pour augmenter les rendements.
- Assurer les sécurités régionales. Les rackets divers coûtent très chers. Pour un chauffeur de poids-lourd qui assurait la liaison entre Bamako (Mali) et Dakar (Sénégal), soit un trajet de 1245 Km, l'addition s'élevait en 2005 entre 17 et 20 Euro par tranche de cent kilomètres. Dans le même temps, le trajet Bruxelles – Barcelone (1370 Km) coûtait à un chauffeur européen 293 Euro, soit 22 Euro pour cent kilomètres ! No comment.
- Contraindre le Nord à prendre ses responsabilités, notamment en matière de subventions et en matière de protections abusives. Pour l'Union Européenne, la remise à plat complète de la Politique Agricole Commune est évidemment un préalable.

Pour répondre à la crise alimentaire mondiale, le leadership et le financement des grandes actions doivent être assurés conjointement par les principaux Etats en développement et par les Nations occidentales. Sur le plan institutionnel, l'objectif doit être de renforcer le système intergouvernemental de prise de décision. L'approche la plus simple consistera à conférer une mission de pilotage aux ministres de l'agriculture des Etats membres du G20, le groupe étant chargé de coordonner les institutions spécialisées existantes et de les rendre plus efficaces.

*Pour nos amis armoricains, les pages 126 – 128 portent un titre fort réjouissant
« Les porcs et les volailles bretons sont condamnés à mort. »*

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Que nous réserve l'avenir ? A une époque où la peur des catastrophes écologiques se répand, où l'on subit très concrètement une crise financière et économique que l'on n'a pas connue depuis 1929, chacun s'interroge. Serons-nous capables de transmettre à nos enfants un monde où l'harmonie entre l'homme et la nature sera rétablie ? Ou, à l'inverse, allons-nous engendrer un monde de famines, de conflits de civilisations, de crises économiques permanentes ?

- *Pourquoi ne pas examiner ces questions à la lueur des sciences et des techniques qui sont les moteurs essentiels de l'Histoire ?*
- *Essayer de deviner ce que seront les progrès scientifiques du 21^e siècle et les conséquences qu'ils auront sur cette société désormais mondiale et multipolaire ?*
- *Claude Allègre se livre à l'exercice sans tomber dans la science-fiction, en évoquant les progrès scientifiques et technologiques énormes qui verront le jour, les questions très difficiles, immenses et parfois effrayantes qui émergent petit à petit. Se refusant à être optimiste ou pessimiste, il montre que le génie créatif de l'homme et son dynamisme conquérant sont potentiellement capables de répondre aux défis.*

Claude ALLÈGRE

La science est LE défi du 21^e siècle
Plon – 2009 – 360 pages

« *La science, c'est ne pas croire ce que tout le monde croit* ». ANAXIMANDRE

En 1948, la découverte du transistor est due à trois physiciens, John BARDEEN, Walter BRAINTAIN et William SHOCKLEY ; ils reçurent le Prix Nobel de Physique. Gregory PINCUS et Min CHEH CHANG inventèrent la pilule contraceptive en 1953 ; proposé pour le Prix Nobel, ils furent pas primés ... sous les pressions gigantesques des Eglises. Or, ce sont bien deux découvertes qui ont révolutionné les modes de vie de la Planète.

Revenant sur les découvertes et travaux de TESLA, EDISON, MAXWELL, FARADAY, MARCONI, HERTZ, PAPIN, CLAUDIUS ...etc..., l'auteur indique qu'on n'aurait jamais découvert l'électricité, ni la radio, ni les moteurs de locomotive ... si on avait cherché à améliorer la bougie, le tam-tam ou la voiture à crottin ! Tel est le diptyque qui fait la grandeur de la physique : comprendre le monde et l'approprier.

Dans le registre « *obscurantistes, toujours prêts !* », Claude ALLÈGRE cite le quotidien Le Monde qui en 1973 titrait « *Laser de quoi ? Laser à rien !* » On croit rêver... Ou encore, que les églises occidentales se sont opposées à tous les progrès de la biologie, aussi bien en ce qui concerne son aspect fondamental que ses aspects appliqués. L'Eglise Catholique s'est pendant longtemps opposée à la dissection du corps humains. On se souvient aussi de l'obstruction de l'Eglise à la vaccination antivariolique pendant plusieurs décennies.

Les fanatiques qui s'attaquent aujourd'hui aux champs d'OGM et prétendent développer une agriculture naturelle, devraient savoir qu'il n'existe pas une seule plante cultivée qui soit naturelle. Toutes résultent de croisements génétiques et de sélections.

A propos de la découverte de la double hélice de l'ADN en 1953 par CRICK et WATSON après un très long parcours controversé, l'auteur s'interroge sur ce qui se passerait de nos jours où l'on programme la science à tour de bras, où l'on évalue les résultats immédiatement, où la publicité médiatique donnée à une découverte attire les crédits ...etc... Qu'aurait fait dans ce monde le jeune James Watson qui n'a pratiquement pas été cité pendant dix ans, et surtout, Francis CRICK, qui ne publiait pas et que la seule bienveillance du directeur BRAGG empêchait qu'il soit exclu du laboratoire Cavendish ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Concernant les sciences de la Terre, C.A. rappelle que l'hypothèse de WEGENER en 1910 fut refusée, que d'autres rejetaient la tectonique des plaques en 1960 et qu'il faisait partie des trois géologues quasiment insultés et menacés par le reste de la communauté scientifique de l'époque. Dans ce domaine, quatre méthodes d'investigation semblent aujourd'hui universelles et s'adresser aussi bien à la Terre solide qu'aux enveloppes fluides :

- La tomographie (images tridimensionnelles).
- L'observation par satellites.
- La géochimie isotopique.
- La dynamique des fluides.

Sur l'ordinateur et la nouvelle manière de voir le monde, il note les points qui lui paraissent les plus exclusifs des apports : Chaos déterministe / L'information comme concept scientifique fondamental / Les fractales / Combinatoire et imprévu, découvrir et inventer.

Si l'on cherche à se prémunir contre toutes les éventualités, ce qui est au cœur du principe de précaution, la seule solution c'est de tout arrêter en ce qui concerne le progrès, c'est de prier que le ciel ne nous tombe pas sur la tête pour les phénomènes naturels.

En réalité, les deux mots clés qui doivent guider notre attitude sont : prévention et adaptation. L'adaptation, c'est d'abord avoir des mécanismes de réaction suffisamment simples et flexibles pour moduler notre attitude face à des événements imprévus, que ce soit face à une menace inattendue, à une crise financière ou économique, à une sécheresse, ou que ce soit dans les programmes de recherches qui doivent s'adapter rapidement à l'émergence d'une nouvelle découverte ou d'une nouvelle discipline. Réagir vite à l'imprévu est la clé de l'avenir.

Lord RALEIGH, l'un des plus grands physiciens de la fin du 19e siècle « *La physique est finie, on a tout compris, la mécanique, la thermodynamique, l'optique, l'électromagnétisme. Bien sûr, il y a ce « petit » phénomène, l'effet photoélectrique qu'on ne comprend pas mais c'est marginal.* » On sait que la compréhension de ce « petit » phénomène par EINSTEIN fut à l'origine de l'explosion des connaissances en Physique au 20e siècle.

Claude ALLÈGRE croit qu'au 21e siècle, la physique des hautes énergies et l'astrophysique vont de plus en plus fusionner. Les astrophysiciens ont d'ailleurs eu un rôle déterminant ces dernières décennies, récompensé par plusieurs Prix Nobel.

En 1960, un transistor occupait un carré de 10 000 nanomètres de côté ; en 2006, le côté d'un transistor mesure 90 nanomètres, soit le gain d'un facteur cent. Le résultat c'est que 80 milliards de transistors tiennent sur la surface de la taille d'un ongle. On annonce maintenant des transistors de 45 nanomètres. Ce qui est important, c'est que plus les transistors sont petits, plus l'information circule vite, et moins elle consomme d'énergie. Ceux qui dénoncent le danger des nanotubes, savent-ils que les plus grands accumulateurs de ces nanoparticules se trouvent dans les cheminées et qu'un bon émetteur est un beau feu de bois ?

Le 21e siècle sera le théâtre d'épidémies nouvelles dues à l'existence de mutations naturelles. Les structures sanitaires des Pays qui en seront les victimes devront être capables d'identifier ces épidémies, d'en déterminer la cause, puis de prendre rapidement les mesures adéquates pour enrayer l'épidémie. Mais la partie la plus terrifiante risque d'être l'offensive biologique, militaire ou terroriste. Les USA et la Grande-Bretagne sont aujourd'hui les seuls Etats véritablement organisés pour faire face à une telle éventualité. La France commence à prendre conscience du danger.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Sur les aspects de l'agriculture « bio », Claude ALLÈGRE affirme qu'il n'y a pas moyen de développer une agriculture bio exempte de pesticides, d'herbicides, d'engrais ... sans plantes génétiquement modifiées si l'on veut rester compétitif sur le marché mondial. Le siècle qui vient va être l'explosion de cette agriculture génétiquement contrôlée et propre. L'entreprise est économiquement et humainement très excitante, mais elle est aussi scientifiquement passionnante.

Le 21e siècle verra l'explosion des sciences du cerveau qui vont faire des progrès considérables tant pour notre compréhension du fonctionnement cérébral qu'en ce qui concerne les conséquences médicales. Toutes les sciences humaines ou presque seront bouleversées par les progrès des neurosciences. La psychologie, bien sûr, la linguistique, mes sciences de l'éducation, sans doute l'anthropologie, sans parler de la paléontologie humaine.

On peut aussi espérer que les abus de modélisation sur ordinateur, ayant pour ambition de remplacer l'étude de la réalité, vont cesser. Cela prendra sans doute quelque temps. Combinant alors observations (notamment spatiales), études historiques, analyses physiques et modélisation, les sciences de la Terre pourront faire d'immenses progrès et ne s'enfermeront plus dans des apories artificielles.

L'auteur s'interroge ensuite sur les « crises d'énergies », reprenant à son compte les réflexions mesurées sur la déplétion très lente du pétrole et le poker menteur concernant les ressources et les réserves pétrolières, le recours éventuel aux schistes bitumineux, le recours accru au gaz naturel et à l'énergie d'origine nucléaire – en relançant au passage la réflexion sur les surgénérateurs -, le fusion thermonucléaire, les énergies dites renouvelables – en Physique, ça n'existe pas -, les marées, la géothermie ...etc... Et bien entendu les économies d'énergies comme solution immédiate.

Au risque de surprendre, C.A. pense que le 21e siècle sera celui du ralentissement, voire de l'inversion du mouvement connu jusqu'alors. Le mode s'était dilaté, il va se rétrécir. La région, le continent vont devenir une sorte de référence. Les voyages seront en diminution, conséquence de plusieurs phénomènes. On ne cherchera plus à augmenter la vitesse des transports, on ne transportera que l'indispensable.

L'auteur fustige aussi l'Europe pour son immobilisme en matière d'approvisionnement en métaux alors que la Russie et la Chine sont en pointe sur cette question. L'Europe ne fait rien et se contente de mobiliser ses ressources pour lutter contre un incertain réchauffement climatique dans un siècle

In fine, Claude Allègre pense qu'on va assister à une évolution scientifique accélérée en Asie, alors que l'Occident sera empêtré dans une confrontation entre la science, et pour simplifier, les religions et l'écologisme flamboyant. Le restaurant chinois est-il l'avenir se l'homme occidental sous-qualifié ? Comme serveur, bien sûr ! Les Européens vont-ils, par des précautions excessives, des tabous ou des interdits être rejetés sur les bords d'une aventure scientifique créatrice qui continuera sans eux ?

« L'effort consenti pour comprendre l'Univers est l'une des rares choses qui élève la vie humaine au-dessus du niveau de la farce et lui confère la dignité de la tragédie. »

S.WEINBERG

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Le sauvetage de la banque UBS, la prise de participation en 2008 dans le capital de Total, le rachat de 90 % des parts du mythique Chrysler Building à New York, l'acquisition de 15 % de la London Stock Exchange toutes ces opérations ont été réalisées par des fonds souverains.

Mal connus du grand public, les fonds souverains attirent l'attention des médias depuis quelques années. Il ne s'agit pourtant pas de créations récentes. Les acteurs qui régissent ces fonds dotés de moyens exceptionnels (3 000 GUS\$ aujourd'hui, peut-être 10 000 GUS\$ en 2013) participent depuis plusieurs années aux principales opérations financières de la Planète. Qui sont-ils ? Faut-il s'inquiéter de leur rôle croissant ou redouter, au contraire, qu'ils ne retirent leurs investissements des Pays occidentaux, à la suite de la crise financière mondiale ? Leur activité procède-t-elle de pures opérations financières ou bien d'opérations stratégiques menées pour le compte de certains Pays ?

Jean – Marc PUËL

Les fonds souverains, instruments financiers ou armes politiques ? Autrement – 2009 – 110 pages

En 1997, huit fonds de plus de 1G\$ étaient recensés (KKR, BLACKSTONE, TEXAS PACIFIC GROUP, DOUGHTY HANSON, CHARTERHOUSE, CLIVEN, CLAYTON DUBILIER & RICE). Ils étaient 32 en 2001 et plus de 50 en 2007.

A la fin de l'année 2008, ces fonds géraient environ 800 G\$ d'actifs. Touchés de plein fouet par la crise financière et par les difficultés de lever des financements bancaires, les fonds de private equity cherchent aujourd'hui à se redéployer en prenant des positions d'actionnaires minoritaires et en investissant dans des entreprises en difficulté ou sur les marchés émergents, où les sociétés sont de taille plus modeste.

De leur côté les fonds de pensions possédaient des actifs gérés de l'ordre de 26 000 G\$, tandis que les fonds communs de placement géraient 25 000 G\$. Bien que ces fonds soient des acteurs parmi les plus importants du monde financier international, le fait qu'ils fassent appel, en général, à l'épargne publique en fait des acteurs extrêmement surveillés et régulés. Les fonds les plus connus sont américains (USA) : Fidelity, Vanguard, Franklin Templeton.

Les fonds spéculatifs, hedge funds, sont une catégorie bien à part. A la fin de l'année 2008, leurs actifs totaux s'élevaient à 1 600 G\$. Il y avait environ sept mille fonds de ce genre, bien que certains aient fait faillite, faute de liquidités. Ne faisant pas appel à l'épargne publique, ils sont soumis à moins de contraintes réglementaires : les hedge funds peuvent vendre des actions à découvert, anticipant une chute des prix, alors que les fonds communs de placement et les fonds de pension ne le peuvent pas.

Curieusement, il n'existe pas à ce jour de définition unique acceptée par tous de ce qu'est un fonds souverain. Le Sovereign Wealth Fund Institute en recense 56 provenant de 38 Pays différents. Néanmoins, les plus importants et les plus significatifs de par leur activité régulière sont au nombre de six => ADIA (Abu Dhabi), CIC (Chine populaire), GPF (Norvège), KIA (Koweït), GSIC (Singapour).

De son côté, le FMI divise les fonds souverains en fonction de leurs objectifs en trois catégories : fonds de stabilisation, fonds d'épargne, fonds d'investissement de réserve.

Lee Kuan Yew (ex-premier ministre de Singapour) : « Le secret de notre stratégie est essentiel pour deux raisons : premièrement, nos concurrents nous copieraient et seraient tentés d'imiter notre stratégie ; deuxièmement, en raison des pressions populistes qui se feraient jour en fonction des déclarations de perte ou des gains sur nos investissements. »

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les fonds souverains représentent début 2009 un montant d'actifs sous gestion entre 2000 et 3000 G\$. Il faut néanmoins replacer ce montant dans le contexte plus large des transactions financières mondiales : chaque jour, environ 3100 G\$ changent de main sur le marché des devises, tandis que chaque mois, environ 5800 G\$ changent de main sur le marché boursier. Fin 2007, le montant notionnel (théorique) des produits dérivés – dont on connaît les impacts désastreux sur la finance mondiale – était estimé à environ 400 000 (quatre cent mille) GUS\$; le total des actifs financiers gérés dans le Monde entier étant estimés à près de 2 P\$ (Petadollars = 1015 US\$).

A en juger par le ton des nombreux articles consacrés aux fonds souverains en 2008, l'anxiété provoquée par ces derniers est tout simplement incroyable. Dans un sondage Gallup effectué lors de la campagne des élections présidentielles aux USA, 70 % des usiens interrogés avouaient craindre les fonds souverains, mais moins de 15 % d'entre eux pouvaient citer une opération les impliquant.

Qu'en est-il réellement ? Les fonds souverains ne sont évidemment pas des investisseurs comme les autres. Leurs liens avec les gouvernements font craindre qu'ils ne soient utilisés pour exercer une pression politique, manipuler les marchés, accéder à des technologies sensibles et déstabiliser la concurrence économique. Dans le monde occidental on s'inquiète de la prise de contrôle par des fonds souverains. Ce débat se fait plus intense lorsqu'il s'agit d'entreprises dites « de souveraineté » (défense, technologies sensibles, médias ...).

Un cas.

« A compter de la date d'établissement de relations diplomatiques entre la Chine (RPC) et le Costa Rica, le Costa Rica cessera toute relation diplomatique avec Taïwan. (...) Une fois que les relations diplomatiques seront établies, la Chine achètera en deux fois, en Janvier 2008 et en Janvier 2009, pour 300 M\$ d'obligations du Costa Rica. (...) Ces obligations auront les caractéristiques suivantes : obligations émises par le Trésor du Costa Rica, rémunérées par un taux de 2 % d'intérêt par an, payables chaque semestre et portant la garantie du gouvernement du Costa Rica. »

L'ouvrage comporte in fine la présentation des fonds souverains les plus significatifs : Abu Dhabi Investment Authority (1976) / Abu Dhabi Investment Company (2006) / Alaska Permanent Fund Corporation (1976) / China Investment Corporation (2007) / Dubai International Capital (2004) / Fonds Stratégique d'Investissement (France 2008) / Government of Singapore Investment Corporation (1981) / Government Pension Fund-Global (Norvège 1996) / Investment Corporation of Dubai (2006) / Istithmar World (Dubai 2004) / Korea Investment Corporation (2005) / Kuwait Investment Authority (1953) / Libyan Investment Authority (2006) / Mubadala Development Company (Abu Dhabi 2002) / Qatar Investment Authority (2003) / Stabilization Fund of the Russian Federation (2004) / State Administration of Foreign Exchange (Chine 1997) / Temasek Holding Private Limited (Singapour 1974).

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Ce livre étonnant est un voyage. Un voyage qui montre comment l'économie façonne la société au fil du temps. Une immense fresque aussi, qui fait passer de l'Empire romain à celui d'Hollywood, de la crise des années 1930 à celle des subprimes, de l'Allemagne du Kaiser à la Chine contemporaine.

Un voyage inquiet hanté par une question : comment l'Occident qui a arraché l'humanité au règne de la faim et de la misère, a-t-il pu finir sa course dans le suicide collectif de deux guerres mondiales ? Quel est le poison, le vice caché qui a anéanti l'Europe ? La question n'est pas seulement rétrospective. Le monde s'occidentalise à vive allure : les tragédies européennes pourraient-elles se répéter, en Asie ou ailleurs ? La Planète pourra-t-elle éviter un nouveau suicide collectif, écologique cette fois ? Comme la crise financière l'a brutalement rappelé, une incertitude d'ordre systémique plane sur le capitalismes : sait-il où il va, où il entraîne le Monde ?

Daniel COHEN

La prospérité du vice (Une introduction inquiète à l'économie)

Albin Michel – 2009 – 285 pages

A l'heure où l'on nous bassine avec le développement durable et les économies qu'il faudrait faire dans tous les domaines, ce livre aurait pu ne pas paraître et ainsi économiser bien du papier, tant il n'apporte rien de nouveau au sujet prétendument abordé.

Le côté catastrophiste de la quatrième de couverture, reproduite ci-dessus, est bien dans l'air du temps. Le catastrophisme se vend bien !

L'ouvrage comporte trois parties.

La première se nomme « *Pourquoi l'Occident ?* ». L'auteur réussit le tour de force de ne pas signaler l'ouvrage ô combien majeur de David COSANDEY « *Le secret de l'Occident* » dont nous avons rendu compte dans la revue **FuturWest N°29** et qui est certainement la somme la plus aboutie sur le sujet.

La seconde partie est intitulée « *Prospérité et Dépression* ». On y retrouve les inévitables Cycles de KONDRATIEV qui relèvent de contes pour enfants. Décidément, les économistes comme DC ont bien du mal à travailler en véritables scientifiques.

Enfin la troisième partie traite de « *A l'heure de la mondialisation* ». Le changement climatique, que l'auteur appelle « *réchauffement climatique* », prouve qu'il n'y connaît rien, est expédié en moins de deux pages, et en reprenant les antiennes non-prouvées des soi-disant experts de l'IPCC.

Le reste est à l'avenant.

Bref, un ouvrage bien décevant pour un auteur qui nous avait habitués dans le passé à des productions de toute autre qualité. Dommage

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES suite

Le 20e siècle a donné naissance à la Prospective dans l'intention de s'armer contre l'incertitude. Mais il n'a pas inventé l'idée d'anticipation. A travers les siècles, de nombreuses conjectures ont alimenté les réflexions sur l'avenir, que ce soit en littérature, en philosophie, en sociologie ou encore en politique. Ces figures de l'avenir sont constitutives de la pensée anticipatrice.

De Saint Augustin à nos jours, de la philosophie antique à la science-fiction, l'auteur nous offre un panorama des différentes attitudes tenues par l'Homme face à l'avenir. Il nous montre ainsi que, d'une époque à l'autre, si les hommes progressent et se dotent d'outils de plus en plus élaborés pour maîtriser leur avenir, les problèmes sur lesquels ils se penchent sont souvent récurrents et les erreurs qu'ils commettent se reproduisent. L'enjeu est d'autant plus grand pour celui qui s'intéresse à l'avenir de comprendre ces mécanismes ; ils nous rappellent que face à l'avenir, entre hasard et nécessité, l'homme doit faire preuve à la fois d'humilité intellectuelle et de volonté.

L'histoire des futurs, publiée pour la première fois en 1986 n'a aucun équivalent en langue française ou en langue anglaise. Cette nouvelle édition, complètement revue, prend en compte les développements qu'a connus la Prospective au cours des vingt dernières années. Son auteur, qui fut longtemps chargé des études de long terme au Commissariat au Plan, participa aujourd'hui activement à la vie des revues Futuribles, Sociétal et Politique Étrangère.

Bernard CAZES

Les figures de l'avenir de Saint Augustin au 21e siècle L'Harmattan – 2009 – 510 pages

Trois grandes parties structurent l'ouvrage – imposant – de Bernard CAZES :

- 1- L'avenir tendanciel
- 2- L'avenir discontinu
- 3- L'aide à la décision.

Pour les épicuriens, c'est le hasard et non le destin qui régit le mouvement de l'Univers. Il y a donc une infinité d'avenirs possibles, entre lesquels rien ne permet de trancher à l'avance. Pour les stoïciens, la croyance au caractère totalement déterminé des évènements avait pour résultat que la préconnaissance de l'avenir était en principe impossible.

Les investigations de BC sont très riches. Il nous entraîne dans des voyages incessants d'époque en époque, de Saint Augustin à Karl Marx en passant par Condorcet et Auguste Comte. On repart de Saint Matthieu pour repasser par Joachim de Flore ...etc...

L'auteur nous propose se schéma suivant :

| | Daté | Non daté |
|-------------|------|----------|
| Quantitatif | 1 | 2 |
| Qualitatif | 3 | 4 |

... et nous explique que le cas le plus pertinent est le N°3, ce qui nous ramène, cette fois-ci, aux fondamentaux de La Démarche Prospective contemporaine.

Sous le titre « *Anticipations concrètes, conjectures partielles* », les grands auteurs su passé sont revisités, de ROBIDA à SOUVESTRE, en passant par VERNE, WELLS, WATKINS, STEINMETZ

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

De l'évolutionnisme social, retenons pour simplifier deux idées-clés : le cheminement de l'Histoire (alias la marche de la civilisation) est linéaire et il est progressif. Les fictions du discontinuisme littéraire vont battre en brèche l'une ou l'autre de ces deux caractéristiques. Dans la version modérée, cela se fera en mettant en question le caractère linéaire du progrès : le discontinuisme modéré ou les intermittences du progrès ...

Plus loin on trouvera l'exploration de quelques uchronies : Si Ponce Pilate avait libéré Jésus / Si Marc – Aurèle avait lancé un New Deal / Si l'Invincible Armada avait mérité son nom / Si Louis XVI avait eu un grain de fermeté / Si Napoléon avait persévéré en 1812 / Si GETTYSBURG avait été une victoire sudiste

Dans la troisième partie de l'ouvrage, le lecteur béotien découvrira tout ce qu'il faut savoir sur La Démarche Prospective contemporaine. Il découvrira que le regard sur l'avenir est devenu à la fois plus scientifique et plus tourné vers l'action (« *policy – oriented* ») en un mot plus conforme aux espérances d'Auguste Comte « *La science conduit à la prévoyance, et la prévoyance permet de régulariser l'action.* »

Il fera connaissance avec la Rand Corporation de Santa Monica (1946), avec Gaston BERGER, l'inventeur du terme de « *Prospective* » (Foresight et non plus Forecast) ... et au passage verra fustiger l'emploi abusif de ce terme par des acteurs qui en ignorent visiblement la signification et les fondamentaux, mais ça fait tellement moderne

Il fera aussi connaissance avec Bertrand DE JOUVENEL et les Futuribles, le néologisme ayant donné ensuite naissance à Futuribles International et à la revue mensuelle éponyme, seule revue de prospective de langue française.

Enfin, pour la partie opérationnelle, le lecteur trouvera les approches consubstantielles à La Démarche Prospective. D'un point de vue pratique, nous conseillerons aussi modestement de se référer à la revue **FuturWest N°24** (Prospective & Futurologie), ainsi qu'au « *Manuel de Lorient* » disponible gracieusement sur le site www.futurouest.com

On ne peut que saluer le travail de Bernard CAZES qui marie l'érudition et la pédagogie, même si le lecteur débutant en Prospective sera parfois rebuté par la dureté du chemin, mais l'acquisition de connaissances sans effort, est-ce que c'est réaliste ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Planter des arbres dans le désert, transformer des algues ou des déchets en carburant, produire de l'électricité avec les vagues, dépolluer l'eau dans d'élégants jardins, être payé pour faire des économies d'énergies, mettre les banques au service de l'environnement...

Loin d'un rêve utopiste, ces solutions existent. De Dakar à Stockholm, de Tokyo à São Paulo, des femmes et des hommes se battent pour un monde meilleur, où l'économie marche de pair avec l'environnement.

Jeunes ingénieurs, créateurs de l'association « Shake your planet », Dimitri Caudelier et Matthieu Roynette sont partis à leur rencontre pendant un an. Ils nous dressent de nombreux portraits touchants de chercheurs passionnés, maires enthousiastes, industriels visionnaires, mais aussi de simples citoyens qui entreprennent de changer le monde. Et puisque ces solutions vertes seront bientôt notre quotidien, les auteurs nous font comprendre « comment ça marche », à travers des explications simples et illustrées, commentées par 27 experts en environnement (écologie).

Dimitri CAUDELIER et Matthieu ROYNETTE

100 pionniers pour la planète : des solutions pour une croissance verte

JC Lattès - Be Citizen – 2009 – 356 pages

« *Des solutions pour une croissance verte* », les deux (jeunes) auteurs sont bien dans leur temps et dans l'actualité de notre époque. Croissance verte, « *green growth* », « *green business* », développement durable... comment faire durer les ressources de la planète, sans remettre en cause fondamentalement le modèle de croissance qui apporte – bon an mal an – une amélioration des conditions de vie à une proportion croissante de la population mondiale ? Comment faire changer les habitudes et les technologies (surtout lorsqu'elles sont encore expérimentales ou plus chères à l'achat) ? Comment bousculer les parts de marché acquises des industriels et des technologies actuelles ?

Le mérite du livre – outre sa fraîcheur et son enthousiasme de débutants curieux, posant de bonnes questions et soucieux de didactisme pour les lecteurs – est de donner à voir de nombreuses initiatives, à différentes échelles (de l'inventeur débrouillard et humaniste au mégaprojet industriel de tour solaire), dans de multiples pays autour de la planète (USA, Chine, Inde, Brésil, Sénégal, Allemagne, Espagne... France). 36 exemples en tout, regroupés en 8 thèmes plus transversaux : innover pour les plus défavorisés ; simples à fabriquer, simples à l'usage et ça marche ; mégaprojets pour méga-enjeu ; monsieur le Maire, je vote pour vous ; se regrouper pour réussir ; c'est beau, c'est vert et ça marche ! ; quand l'innovation naît de mariages inattendus ; c'est encore dans les cartons.

Il est appréciable que les auteurs ne se soient pas focaliser sur les seuls aspects technologiques (on sait bien qu'il est techniquement possible de faire plein de choses, mais que la diffusion des techniques, leur appropriation intellectuelle et leur acceptation financière et sociale sont souvent les plus gros obstacles à franchir). Mais aussi que l'efficacité des exemples choisis tient beaucoup à des combinaisons de technologies et d'usages, plus écologiques lorsqu'ils sont pratiqués ensemble : la lutte contre la déforestation de la mangrove combinée à une nouvelle offre d'écotourisme durable par les femmes au Sénégal ; la production de biodiesel dans un village indien grâce au broyage de graines oléagineuses par pédalage collectif (si, si !), afin d'alimenter une pompe à eau d'irrigation qui a libéré du temps de travail agricole pour les femmes (surtout !) ; l'application à la production de films photovoltaïques minces de principes de fabrication issus... de l'imprimerie

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Le livre nous fait souvent (re)découvrir des solutions éprouvées et économes, parfois devenues obsolètes mais qui – améliorées - pourraient retrouver une nouvelle utilité et une nouvelle rentabilité dans le contexte à venir.

- Comme le moteur Stirling qui produit de l'électricité en petite quantité à partir de chaleur. La production d'électricité en zone rurale humide par des micro-barrages au fil de l'eau par une coopérative au Brésil, à l'instar de tous ceux construits en France après la seconde guerre mondiale puis tombés en désuétude grâce au réseau national.
- L'utilisation des huiles de friture en carburant des (vieux) véhicules diesel. Certes, il y en aura de moins en moins et les conducteurs ne sont pas prêts à revenir sur l'amélioration des performances générales de l'injection électronique !
- En Chine, les subventions à la « méthanisation domestique » (27 millions de composteurs - méthaniseurs déjà distribués selon le livre) ou à l'auto-construction de maison en bois+paille. Même si cela pèse peu sur la construction de nouvelles centrales à charbon, dans ce pays.
- Le développement de micro-stations d'épuration par roseaux et bassins de lagunage dans des villages indiens ou des hôtels de luxe...
- Exemple choisi en France, le système de livraison dit « du dernier kilomètre » par des triporteurs (pas celui du film mais un nouveau modèle à 5000 €, financé par une coopérative de finance solidaire), en lieu et place de camions au ³/₄ vides en provenance des grandes plateformes périphériques de Paris. La PME existe depuis 8 ans et se développe lentement vers d'autres agglomérations. Sa part de marché reste confidentielle mais sait-on jamais...

On citera aussi les réussites de quelques « *Géo Trouvetout* » passionné, comme l'amélioration du principe de distillation solaire dans une unité de dessalement individuelle du néerlandais Jan de Konning, fruit de 5 ans de travaux en retraite. La question de la diffusion de ces techniques individuelles reste malheureusement entière.

Enfin, le livre décrit quelques exemples mondialement emblématiques, comme la nouvelle tour solaire PS10 près de Séville, projet commercial en place à qui on souhaite plus de pérennité que le pilote de four solaire Thémis d'EDF, près de Font-Romeu, de 1983 à 1986. Ou encore la ville de Güssing en Autriche, dont la stratégie de (re)développement a été bâtie sur un objectif « l'autonomie énergétique totale » en faisant feu de tous bois c'est-à-dire par la recherche et le déploiement de toutes les technologies mobilisables : solaire photovoltaïque, thermique, méthanisation,

Résolument internationaliste, le livre ne tire pas systématiquement d'analyse de ces expériences pour la France en particulier. Même si certains exemples étrangers renvoient aux non-choix de notre pays. Par exemple, la fixation d'un prix de rachat de l'électricité d'origine sous-marine (hydrolienne) dans plusieurs pays d'Europe (Irlande, Angleterre, Portugal, Ecosse) pour susciter le rodage de prototypes industriels. Pendant ce temps, des start-ups bretonnes pionnières dans ce domaine au potentiel énorme cherchent toujours des capital-risqueurs...

Promoteurs d'un nouveau concept d'« économie positive » (sic) un peu oecuménique, cherchant à faire la preuve par l'exemple qu'un autre monde écologiquement responsable est possible, même pour les très riches, les auteurs n'hésitent pas non plus à décrire le cas du roadster électrique de Tesla Motors : « la voiture des stars de cinéma » à 90 000 €. La révolution verte est décidément en marche... La Silicon Valley est devenue Green Valley. Quand tous ces effets se feront-ils sentir pour la grande majorité des habitants de notre planète ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Dans le grand dictionnaire des idées reçues, la globalisation a pour acception une interdépendance croissante dans le monde en général et la formation d'institutions globales.

Or, la globalisation implique deux dynamiques particulières. La première induit la formation d'institutions et de processus explicitement globaux, comme l'OMC, les marchés financiers, le nouveau cosmopolitisme et les tribunaux internationaux pour les crimes contre l'humanité. Autant de formations nouvelles qui s'inscrivent néanmoins en partie à l'échelle nationale.

La seconde dynamique, bien qu'elle soit elle aussi constitutive, œuvre à une échelle autre. Des réseaux interfrontaliers d'activistes s'engagent dans des luttes spécifiquement locales mais avec un objectif global, comme les organisations humanitaires ou environnementales. Dans un nombre croissant de Pays, les États et leurs gouvernements, non pas victimes mais acteurs conscients de la globalisation, s'emploient à mettre en place les politiques monétaires et fiscales indispensables à la constitution de marchés financiers globaux, souvent sous la pression irrésistible du FMI, voire des USA. Ou bien encore, les tribunaux nationaux font usage désormais d'instruments juridiques internationaux pour traiter de questions qu'ils auraient autrefois résolus avec des instruments juridiques de leur crû. Le global se forme en grande partie à l'intérieur du national.

Saskia SASSEN

**La globalisation. Une sociologie.
Gallimard – 2009 – 350 pages**

La dynamique d'aujourd'hui en matière d'échelle ne tient pas compte de la taille institutionnelle, ni des encadrements administratifs produits au cours de la formation des États nationaux. Cette modification des échelles ne signifie pas que les anciennes hiérarchies disparaissent, mais plutôt que des échelles nouvelles surgissent à côté des anciennes, et que celles-là peuvent souvent prévaloir sur celles-ci. Les anciennes hiérarchies d'échelles, formées au cours de développement de l'État-Nation, continuent d'opérer, mais sur un mode moins exclusif que dans un passé récent. Cela reste valable même lorsque nous prenons en considération la puissance hégémonique des quelques États, ce qui signifiait – et continue de signifier – que la plupart des États n'étaient pas – et ne sont toujours pas – pleinement souverains en pratique.

L'espace numérisé privé de la finance globale recoupe, de deux manières spécifiques au moins, le monde de l'autorité étatique et de la loi. Un, à travers l'introduction de nouveaux types de normes, celles qui reflètent la logique opérationnelle du marché des capitaux global, dans la politique étatique nationale. Deux, à travers l'implantation partielle des marchés financiers même les plus numérisés dans des centres financiers réels, recoupement qui renvoie en partie la finance globale vers le monde des gouvernements nationaux. La finance globale numérisée rend lisibles certaines des imbrications nouvelles et complexes de la loi, du lieu, et le fait que ce n'est pas simplement une annulation de l'autorité étatique nationale. Il consiste plutôt à la fois dans l'utilisation de cette autorité pour la mise en place des règlements et des lois qui répondent aux intérêts de la finance globale et dans le poids renouvelé de cette autorité dans le cas des centres financiers.

L'espace constitué par la grille mondiale des villes globales, un espace doté de potentialités économiques et politiques nouvelles, est sans doute un des espaces les plus stratégiques pour la formation de types inédits de politiques, d'identités et de communautés, y compris celles qui sont transnationales.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La ville globale a émergé en tant que site pour des revendications nouvelles : celles des capitaux globaux et des nouveaux usagers de la ville, celles des secteurs désavantagés de la population urbaine, présence souvent autant internationalisée que les premiers. La dénationalisation de l'espace urbain et la formation de revendications nouvelles, centrées sur des acteurs transnationaux et entraînant des contestations, font de la ville globale une zone frontière pour un nouveau type d'affrontement.

Des liens affectifs actifs contribuent à faire de l'émigration une option effective, permettant à son tour d'aider les individus et les ménages à prendre la décision d'émigrer. Ces liens actifs tirent une partie de leur signification objective et subjective de l'existence de vastes configurations systémiques qui incorporent à la fois les régions d'envoi et les régions d'accueil. Chacun de ces liens se situe à l'intersection de systèmes formels et de pratiques réelles. C'est en ce point que les dynamiques présentes de globalisation et de dénationalisation deviennent des variables importantes pour l'étude et l'explication des processus migratoires d'aujourd'hui, même si elles ne produisent qu'un compte-rendu partiel de ces processus.

Concernant le rapport entre les classes globales nouvelles et les structures de classe nationales : ce rapport vaut essentiellement pour la classe professionnelle et pour les travailleurs désavantagés. Deux aspects sont importants. Le premier consiste dans le fait que ces deux classes globales font partie d'un processus de restructuration économique profonde, qui a contribué à une demande accrue de professionnels hautement qualifiés et de travailleurs à bas salaire dans les services et la production. Cette demande bimodale de main d'œuvre devient évidente – à la fois dans la rue et les données statistiques – dans les villes globales plus que n'importe où ailleurs. A cet égard, les formes actuelles de la globalisation économiques renforcent l'inégalité et produisent même de nouveaux types d'inégalités.

Les acteurs locaux dans la politique globale => Les types de pratiques politiques sont globaux grâce à la multiplication connue des pratiques locales. Ce sont des types de sociabilité et de luttes profondément implantés dans les activités et les actions des gens. Ce sont aussi des formes de construction institutionnelle avec une portée globale qui peut provenir des localités et des réseaux de localités, avec leurs ressources limitées et du fait de la présence d'acteurs sociaux atypiques. Ces formes n'ont pas à devenir cosmopolites au cours de ce processus ; elles peuvent fort bien rester domestiques et particularistes dans leur orientation et rester centrées sur les luttes des ménages et des communautés locales, tout en participant à la politique globale émergente.

Les technologies numériques ne sont pas la cause des développements en cours, mais elles les ont rendus possibles et les ont façonnés dans des proportions variables et spécifiques. L'effet général est semblable à celui que produit la reconceptualisation du contexte : une fois mis en réseau, les sens de chaque manifestation du local et du global s'inscrivent dans des positions nouvelles parce que chacune peut être à échelle multiples. Dès lors que la sociologie de la globalisation les prend pour objet d'étude, elle doit inscrire ces structures de communications électroniques et ces domaines interactifs dans la complexité d'échelle que les nouvelles technologies ont rendue possible plutôt que de prendre les échelles comme données et suffisantes en soi.

On donnera pour finir les titres des sept chapitres de l'ouvrage ô combien passionnant : Une sociologie de la globalisation // L'Etat face à l'économie globale et aux réseaux numérisés // La ville globale : retrouver le lieu et les pratiques sociales // La fabrication des migrations internationales // Classes globales émergentes // Acteurs locaux dans la politique globale // Les formations globales émergentes.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

- *Quoi de plus familier que la matière ? Et pourtant ... quoi de plus étrange que la matière ?*
- *Avec l'avènement de la relativité et de la physique quantique, notre regard sur elle et sur le cosmos a été bouleversé.*
- *Que savons-nous de l'histoire de l'Univers, en particulier de sa naissance ? La théorie du Big Bang reste-t-elle crédible ?*
- *L'Univers a-t-il une forme ? Est-il fini ou infini ?*
- *Quelle est la nature de cette « matière sombre » qui constituerait 70 % de la matière de l'Univers et dont nous ignorons tout ?*
- *De quoi la matière est-elle faite ? Quelle est la nature des forces qui assurent sa cohésion ?*
- *Comment accorder relativité générale et physique des quanta ? Doit-on pour cela repenser nos concepts d'espace, de temps, de matière, de géométrie ?*
- *Comment se fait-il que l'antimatière soit si rare dans notre Univers, alors qu'il devrait y en avoir autant que de la matière ?*
- *Les trous noirs existent-ils vraiment ?*
- *Existe-t-il un seul Univers ou bien une myriade d'Univers emboîtés ?*

Petite histoire de matière et de l'Univers **Le Pommier – 2009 – 100 pages**

Quel petit livre merveilleux !

Hubert REEVES a demandé à ses amis astrophysiciens et physiciens des particules de partager avec nous à la fois leur émerveillement et les questions surprenantes auxquelles ils sont aujourd'hui confrontés.

Que vous soyez béotien ou déjà fort amateur d'astronomie, de cosmologie, d'astrophysique ... vous prendrez un grand plaisir à lire les propos de :

- Jean – Pierre LUMINET / Petite histoire des conceptions sur la matière.
- Etienne KLEIN / De quoi est constituée la matière ?
- Hubert REEVES / La monde des neutrinos.
- Hubert REEVES / Antimatière.
- Jean – Pierre LUMINET / Les trous noirs.
- Nicolas PRANTZOS / Du Big Bang aux étoiles.
- Hubert REEVES / Les limites de la théorie du Big Bang.
- Sylvie VAUCLAIR / L'origine des éléments.
- Nathalie PALANQUE - DELABROUILLE / La face cachée de notre Univers.
- Roland LEHOUCQ / Quelle est la forme de l'Univers ?
- Michel CASSE / Plurivers et extra-dimensions.
- Marc LACHIEZE – REY / Matière et géométrie.
- Hubert REEVES / Les métamorphoses du cosmologiste.

« *La Terre est le berceau de l'Homme. Celui-ci n'a pas vocation à passer toute sa vie dans son berceau.* »

Constantin TIOSKOLVSKI

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Aujourd'hui, les technologies sont les parents pauvres de la prospective territoriale. Pourtant, elles influent puissamment sur l'évolution des territoires. Elles doivent donc pouvoir s'intégrer dans la construction des scénarios de l'avenir, comme des domaines à part entière. Cet ouvrage essentiel de prospective territoriale permet de répondre à une double difficulté : celle d'aider les territoires à envisager les développements à venir des technologies ; et celle de « détechniciser » le langage des technologues pour le rapprocher des préoccupations des territoires. Il fournit à la fois les connaissances de base indispensables et les clés pour comprendre comment les technologies peuvent influencer les dynamiques des territoires.

Quelles transformations l'omniprésence des réseaux et des puces peut-elle entraîner en matière d'aménagement, de mobilité, de développement économique, de vie quotidienne ? Comment les technologies sécuritaires peuvent-elles renforcer, ou, au contraire, détruire la confiance ? Quelles perspectives la convergence du numérique, des biotechnologies et des sciences cognitives ouvre-t-elle aux territoires ?

Collectif
Technologies et prospective territoriale
FYP – 2008 – 80 pages

L'ouvrage est composé de cinq « *Fiche variable* ».

La première est « *Infrastructures et réseaux omniprésents* ». Elle présente successivement : En un coup d'œil / De quoi s'agit-il ? / Etats des lieux / Eléments de prospective.

Dans « *Etat des lieux* », on trouvera les principales technologies en synthèse :

- Haut et Très Haut Débit « Fixes »
- Réseaux mobiles cellulaires
- Réseaux sans fil et réseaux locaux
- Réseaux de proximité
- Interconnexion des réseaux
- Agencement et complémentarité des réseaux.

Les quatre autres fiches sont présentées à l'identique, comme la première qui vient d'être décrite, avec les quatre composantes.

Les fiches sont téléchargeables sur www.la27eregion.fr/prospectives .

L'ouvrage a bénéficié des aides de la DATAR. Dans le contexte – unique en Europe – du centralisme outrancié « *à la française* », pouvait-il en être autrement ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La région Ile-de-France, dont la superficie n'excède pas 2% du territoire national, accueille plus de 23% des entreprises françaises. Quelles sont les forces qui poussent les activités économiques à se concentrer ainsi dans l'espace ? Les zones éloignées des grands marchés sont-elles condamnées au sous-développement ? Pourquoi certaines entreprises sont-elles tentées de se délocaliser et pourquoi toutes ne le font-elles pas ? Que peut-on attendre des politiques d'attractivité et d'aménagement du territoire ?

La science économique a longtemps cantonné l'espace en marge de la discipline. Le renouvellement de l'économie géographique, amorcé dans les années 1990, a comblé ce manque. La nouvelle économie géographique analyse les mécanismes qui expliquent le modelage de l'espace économique. Cet ouvrage présente de façon rigoureuse ces nouvelles théories, détaille les principales études empiriques qui leur sont associées et expose les implications de politique économique qui en découlent.

Mathieu CROZET et Miren LAFOURCADE
La nouvelle économie géographique
La Découverte – Repères - 2009 - 128 pages

Externalités d'agglomération, économie d'échelle, coûts de congestion, système productif local, cluster, pôle de compétitivité... autant de vocabulaire issu de cette nouvelle économie géographique qui cherche à appréhender les choix d'implantation des entreprises et les leviers potentiels pour les politiques d'attractivité. En quoi cette approche est-elle nouvelle ?

Les inégalités spatiales constatées depuis la révolution industrielle ont été analysées à de nombreuses reprises [cf. Von Thünen, Samuelson, Christaller...] permettant ainsi à P. Krugman de définir un modèle « centre-périphérie » au début des années 1990. S'opposant à une approche d'homogénéité spatiale, l'agglomération considérée comme un effet de taille de marché qui apporte un avantage compétitif, dépend de l'influence des barrières d'échanges, dénommées les « 4T » par Spulber (2007), soit :

- les coûts de transaction (frais informationnels tels que la publicité, la traduction, l'adaptation aux cultures et aux lois...)
- les barrières tarifaires et non tarifaires (frais liés aux franchisements des frontières avec les droits de douanes, les quotas, les normes sanitaires et anti-dumping...)
- les coûts de transport (dépenses de fret, de stock, de déplacements de personnes...)
- la valeur du temps (délais de livraison, temps d'attente aux frontières...)

A partir d'une enquête de 2007 auprès des firmes multinationales effectuant des investissements à l'étranger [Ernst & Young], les principaux critères d'attractivité se positionnent sur les infrastructures de transports et de communication, les coûts salariaux, l'environnement politique et juridique. Les éléments relevant de politiques territorialisées (la fiscalité, la disponibilité de terrains, les aides publiques...) apparaissent ensuite, relativisant ainsi leur impact dans la décision des entrepreneurs.

Accès au marché, coûts de production et externalités technologiques restent les principaux déterminants du choix de localisation des entreprises. Face à ce constat, les efforts réalisés avec les aides publiques, considérées comme un facteur secondaire pour l'implantation d'une entreprise, restent pertinents pour autant qu'ils ne se contredisent pas.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Dans l'optique d'un marché unique, l'Union Européenne (UE) a principalement misé sur des politiques de développement permettant de dynamiser les régions en difficulté (FSE, FEDER, Fonds de cohésion). Avec les subventions de préadhésion et la politique agricole, « en 2008, (...) c'est plus de 70% du budget européen qui part en direction des régions périphériques ».

Face à l'incompatibilité des objectifs d'intégration et de cohésion d'une part et de croissance d'autre part, la « stratégie de Lisbonne » datant de 2000 ambitionne de faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde ». Rebaptisée « stratégie UE2020 » (en y intégrant la croissance verte), cette réorientation partielle des fonds européens impacte principalement la « banane bleue », de Londres à Milan, soit l'espace central innovant du vieux continent.

La recherche de cette croissance repose sur la combinaison des théories de développement économique, de la croissance endogène et de la nouvelle économie géographique. Leur imbrication à l'échelle mondiale s'inscrit dans de nouvelles tendances à moyen terme avec l'affirmation des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Ces nouvelles polarités décentrent l'Europe des flux internationaux et par conséquent propulsent l'Ouest de l'Europe un peu plus à la marge des dynamiques économiques innovantes.

Les changements observés ces deux dernières décennies sur la façade atlantique laissent néanmoins entrevoir une capacité d'attractivité de ces territoires. Si la dimension résidentielle de cette phase de développement est plus affirmée, les investissements des métropoles telles Bordeaux, Nantes et Rennes traduisent une volonté d'exister à l'échelle européenne sur le plan de l'économie de la connaissance.

L'inscription généralisée dans le développement soutenable permet de prolonger cette réflexion sur la nouvelle économie géographique. L'enjeu énergétique s'inscrit-il comme une nouvelle barrière d'échanges ? La notion de « village planétaire » rend-elle plus prégnante les soutiens politiques pour d'avantage de cohésion internationale, ou à l'inverse les régions périphériques resteront toujours celles les moins développées ? Quelle spatialisation économique mondiale ressortira de cette redistribution des cartes : équilibres ou disparités ?

Au-delà de ces interrogations, le modèle d'un développement plus diffus reste peu traité dans cet ouvrage. La place croissante des TIC oblige de moins en moins la concentration des acteurs économiques, en particulier ceux travaillant sur de l'immatériel. Sans envisager une déconnexion totale avec l'espace, la nouvelle économie géographique mériterait de s'intéresser aux impacts permettant de sortir du modèle canonique « centre-périphérie »

| | | |
|-----------------------------|--|-------------------|
| <i>Françoise DUREAU</i> | <i>Les mondes de la mobilité</i> | <i>PUR</i> |
| <i>Nathalie BLANC</i> | <i>Publicité et Psychologie</i> | <i>In Press</i> |
| <i>Harald WELZER</i> | <i>Les guerres du climat</i> | <i>Gallimard</i> |
| <i>Philippe BRETON</i> | <i>Les refusants</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Christian LEQUESNE</i> | <i>L'Europe des vingt-cinq (25 cartes)</i> | <i>Autrement</i> |
| <i>Julien DAMON</i> | <i>Questions sociales : analyses anglo-saxonnes</i> | <i>PUF</i> |
| <i>Isabelle STENGERS</i> | <i>Au temps des catastrophes</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Daniel INNERARITY</i> | <i>Le futur et ses ennemis</i> | <i>Flammarion</i> |
| <i>Philippe PELLETIER</i> | <i>Géopolitique de l'Asie</i> | <i>Nathan</i> |
| <i>Jérôme TEILETCHÉ</i> | <i>Les hedge funds</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Bernard STIEGLER</i> | <i>Pour en finir avec la mécroissance</i> | <i>Flammarion</i> |
| <i>Jean-Paul MOATTI</i> | <i>Le principe de prévention</i> | <i>Seuil</i> |
| <i>Vincent COURTILLOT</i> | <i>Nouveau voyage au centre de la Terre</i> | <i>O.Jacob</i> |
| <i>Gilles DOWEK</i> | <i>Ces préjugés qui nous encombrant</i> | <i>Le Pommier</i> |
| <i>Jean-Marie CHEVALIER</i> | <i>Les nouveaux défis de l'énergie</i> | <i>Economica</i> |
| <i>Martin VIELAJUS</i> | <i>La société civile mondiale à l'épreuve du réel</i> | <i>C-L. Mayer</i> |
| <i>Philippe NOREL</i> | <i>L'histoire économique globale</i> | <i>Seuil</i> |
| <i>Miren CROZET</i> | <i>La nouvelle économie géographique</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Jean-Marc VITTORI</i> | <i>L'effet sablier (effacement des classes moyennes)</i> | <i>Grasset</i> |
| <i>Pascal DURET</i> | <i>Sociologie de la compétition</i> | <i>A. Colin</i> |

| | | |
|---------------------------|---|-------------------|
| <i>Alain BERTHO</i> | <i>Le temps des émeutes</i> | <i>Bayard</i> |
| <i>Benoît COLLOMBAT</i> | <i>Histoire secrète du patronat depuis 1945 ...</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Charles FRANKEL</i> | <i>Dernières nouvelles des planètes</i> | <i>Seuil</i> |
| <i>Esther DUFLO</i> | <i>La politique de l'autonomie</i> | <i>Seuil</i> |
| <i>Denis POIZAT</i> | <i>Le Handicap dans le Monde</i> | <i>Eres</i> |
| <i>Giovanni ARRIGHI</i> | <i>Adam Smith à Pékin</i> | <i>Max Milo</i> |
| <i>Frédéric LEMAITRE</i> | <i>Demain la faim</i> | <i>Grasset</i> |
| <i>Marc JEANNEROD</i> | <i>Le cerveau volontaire</i> | <i>O. Jacob</i> |
| <i>Louis GRUËL</i> | <i>Les étudiants en France</i> | <i>PUR</i> |
| <i>Nicolas PRANTZOS</i> | <i>Voyages dans le futur</i> | <i>Le Pommier</i> |
| <i>Collectif</i> | <i>La Bolivie d'Évo Morales</i> | <i>Alter Sud</i> |
| <i>Pavan K. VARMA</i> | <i>La classe moyenne en Inde</i> | <i>Actes Sud</i> |
| <i>Gilles DORRONSORO</i> | <i>Que veut la Turquie ?</i> | <i>Autrement</i> |
| <i>Bertrand BADIE</i> | <i>L'État du Monde</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Jean-Louis LAVILLE</i> | <i>Politique de l'association</i> | <i>Seuil</i> |
| <i>Marcia BARTUSIAK</i> | <i>The day we found the Universe</i> | <i>Pantheon</i> |
| <i>Florence BÉGUÉ</i> | <i>Suicide et travail : que faire ?</i> | <i>PUF</i> |
| <i>Alain GRANDJEAN</i> | <i>3 ans pour sauver le monde</i> | <i>Seuil</i> |
| <i>Camille PEUGNY</i> | <i>Le déclassement</i> | <i>Grasset</i> |
| <i>Dani RODRIK</i> | <i>Nations et mondialisation</i> | <i>Découverte</i> |
| <i>Catherine AUDARD</i> | <i>Qu'est-ce que le libéralisme ?</i> | <i>Gallimard</i> |

BIBLIOGRAPHIE / WEB
suite

| | | |
|---------------------------|---|-------------------|
| <i>Amartya SEN</i> | <i>L'idée de Justice</i> | <i>Flammarion</i> |
| <i>Laurent LESNARD</i> | <i>La famille désarticulée</i> | <i>PUF</i> |
| <i>Frédéric KAPLAN</i> | <i>La métamorphose des objets</i> | <i>FYP</i> |
| <i>Collectif</i> | <i>Atlas des mafias</i> | <i>Autrement</i> |
| <i>Claude ALLEGRE</i> | <i>L'imposture climatique</i> | <i>Plon</i> |
| <i>J-Gabriel GANASCIA</i> | <i>Voir et pouvoir : qui nous surveille ?</i> | <i>Pommier</i> |
| <i>Elisabeth BRISSON</i> | <i>La démocratie : une ou multiple ?</i> | <i>Ellipses</i> |
| <i>J-L GUILLAUMET</i> | <i>La spatialisation de la biodiversité</i> | <i>IRD</i> |
| <i>Collectif OBLOMOFF</i> | <i>Un futur sans avenir</i> | <i>L'échappée</i> |
| <i>Daniel INNERARITY</i> | <i>La démocratie sans l'État</i> | <i>Climats</i> |

| | |
|---|--|
| www.manifeste-fiscal.ch | <i>Quand des Suisses demandent à payer plus d'impôts</i> |
| www.50ansdulaser.fr | <i>Les cinquante ans du Laser</i> |
| www.pourlascience.fr | <i>Chroniques gastronomiques d'Hervé This</i> |
| www.ica.coop | <i>2012 sera l'année des coopératives (ONU)</i> |
| www.fractalforums.com | <i>Un forum dédié aux fractales</i> |
| www.bookshop.europa.eu | <i>Publications sur l'Union Européenne</i> |
| www.emcdda.europa.eu | <i>Rapport sur les drogues dans l'UE à 27</i> |
| www.departure2093.com | <i>L'avion du futur selon Finnair - Exceptionnel !</i> |
| www.cluster-west.fr | <i>Well Eating Sustainable Territory (Siège à Nantes)</i> |
| www.leap2020.eu | <i>Global Europe Anticipation</i> |
| www.sergebrunier.com | <i>Mille milliards de monde dans l'Univers</i> |
| www.centrelink.gov.au | <i>Guichet unique virtuel australien</i> |
| www.bcsc.fgov.be | <i>La version belge du « guichet unique »</i> |
| www.serviccanada.gc.ca | <i>L'approche canadienne qui s'inspire de « centrelink »</i> |
| http://beamartian.jpl.nasa.org/welcome | <i>Exploration virtuelle de Mars</i> |
| www.chimie.ineris.fr | <i>Risques toxicologiques des substances chimiques</i> |
| www.ifn.fr/spip | <i>Où en est la forêt française ?</i> |
| http://lecerveau.mcgill.ca | <i>Le cerveau et la conscience</i> |
| http://demopaedia.org | <i>Le tour d'horizon de la discipline</i> |
| www.la27eregion.fr/prospectives | <i>Technologies et prospective territoriale</i> |

Conférences

- Vendredi 24 Septembre 2010 à Vannes – 18h00 => 20h00 – Université Bretagne Sud.
« Religions, sectes, recherches spirituelles : quelles perspectives ? »
- Jeudi 28 Octobre 2010 à Vitré – 18h00 => 20h00 – Cinéma L'Aurore.
« Territoires du Futur » - Liam FAUCHARD
- Jeudi 09 Décembre 2010 à Lorient – 18h00 => 20h00 – Lanester.
« Europe sociale 2020 » - Gérard GUIGOURES

Publications

- Actes du Colloque « Protection Sociale 2030 » du 24 Octobre 2009.
Disponibles en ligne.
www.futuroouest.com
- Travaux de recherches « Bretagne 2040 ».
Disponible en ligne.
www.futuroouest.com => Travaux de recherches.

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective
28 Mai 2010
01 Octobre 2010
- Séminaire de Prospective Appliquée
10, 11, 12 Juin 2010